

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XVIII LEGISLATURA —————

Doc. XX
n. 16

SENTENZA **DELLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO**

STRASBOURG 24 GENNAIO 2019

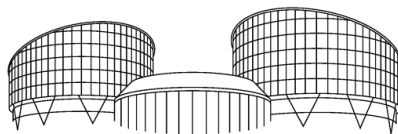
AFFAIRE CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

Requêtes nos 54414/13 et 54264/15

(Articolo 5, comma 3, lettera a-bis), della legge 23 agosto 1988, n. 400)

—————
Comunicata alla Presidenza il 30 ottobre 2019
—————

PAGINA BIANCA



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

AFFAIRE CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

(Requêtes n^{os} 54414/13 et 54264/15)

ARRÊT

STRASBOURG

24 janvier 2019

DÉFINITIF

24/06/2019

Cet arrêt est devenu définitif en vertu de l'article 44 § 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme.

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



PAGINA BIANCA

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

1

En l'affaire Cordella et autres c. Italie,

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant en une chambre composée de :

Linos-Alexandre Sicilianos, *président*,

Guido Raimondi,

Ledi Bianku,

Aleš Pejchal,

Krzysztof Wojtyczek,

Tim Eicke,

Gilberto Felici, *juges*,

et de Renata Degener, *greffière adjointe de section*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 18 décembre 2018,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouvent deux requêtes (n° 54414/13 et n° 54264/15) dirigées contre la République italienne et dont des ressortissants de cet État (« les requérants »), figurant dans la liste en annexe, ont saisi la Cour le 29 juillet 2013 et le 21 octobre 2015 respectivement, en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »).

2. Les requérants de la requête n° 54414/13 ont été représentés par M^e S. Maggio, avocat à Tarente, et par M^{me} D. Spera. Cette dernière, qui est aussi partie requérante, a été représentée en cette qualité par M^{es} S. Maggio et L. La Porta.

3. Les requérants de la requête n° 54264/15 ont été représentés par M^e A. Saccucci, avocat à Rome.

4. Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son ancien agent, M^{me} E. Spatafora, et par son coagent, M^{me} M.L. Aversano.

5. Dénonçant les effets des émissions de l'usine sidérurgique Ilva de Tarente sur leur santé et sur l'environnement, les requérants alléguaient, entre autres, une violation de leurs droits à la vie, au respect de la vie privée et à un recours effectif (articles 2, 8 et 13 de la Convention).

6. Le 27 avril 2016, les griefs tirés des articles 2, 8 et 13 de la Convention ont été communiqués au Gouvernement et les requêtes ont été déclarées irrecevables pour le surplus conformément à l'article 54 § 3 du règlement de la Cour.

7. En outre, l'ISDE (International Society of Doctors for Environment), le *Clinical Program* (faculté de jurisprudence, université de Turin), la société Riva Fire S.p.a. et les consorts Riva, autorisés par le président à intervenir dans la procédure, ont présenté des observations en qualité de



2

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

tiers intervenants (article 36 § 2 de la Convention et article 44 § 3 du règlement de la Cour). Le 13 septembre 2018, le président a toutefois décidé de ne pas verser au dossier les observations de la société Riva Fire S.p.a. et des consorts Riva, celles-ci ne remplissant pas les conditions prévues pour la tierce intervention (article 44 § 5 du règlement de la Cour).

EN FAIT

I. LES CIRCONSTANCES DE L'ESPÈCE

A. La société Ilva S.p.a. (« la société Ilva »)

8. Spécialisée dans la production et la transformation de l'acier, la société Ilva commença à opérer dans le secteur sidérurgique au début du XX^e siècle à Gênes (Ligurie). L'État devint ensuite son principal actionnaire.

9. L'établissement de Tarente (Pouilles) commença à opérer en 1965.

10. En 1995, la société Ilva fut privatisée, achetée par le groupe Riva. Compte tenu de son état d'insolvabilité, elle fut ensuite placée sous administration provisoire (*amministrazione straordinaria*) (paragraphe 60 ci-dessous).

11. L'impact des émissions produites par les usines de la société Ilva sur l'environnement et sur la population locale fait l'objet d'un important débat depuis de nombreuses années. En 2002, les autorités judiciaires ordonnèrent la fermeture de la cokerie¹ de l'un des établissements de la société Ilva, situé à Cornigliano (Gênes), des études épidémiologiques ayant démontré un lien entre les particules émises par l'usine et le taux de mortalité de la population, largement supérieur dans le quartier concerné par rapport à celui observé dans les autres quartiers de la ville. En 2005, l'un des hauts fourneaux de l'usine de Cornigliano fut également fermé.

12. L'ensemble de la production de la zone à chaud de cette usine fut alors transféré à Tarente. L'établissement qui se trouve dans cette ville constitue le site le plus important de la société et le plus grand complexe sidérurgique industriel en Europe. Il s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 1 500 hectares et compte environ onze mille employés.

1. Usine où l'on produit du coke, un charbon résultant de la carbonisation ou de la distillation de certaines houilles grasses.

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

3

B. La situation des requérants et les études scientifiques

13. Les requérants résident ou ont résidé dans la ville de Tarente (qui compte environ 200 000 habitants) ou dans des communes voisines. Les détails concernant leurs lieux de résidence sont indiqués dans la liste en annexe.

14. L'impact des émissions produites par l'usine sur l'environnement et sur la santé de la population locale fut à l'origine de plusieurs rapports scientifiques, dont les informations principales sont résumées ci-dessous.

1. *Les rapports du Centre européen de l'environnement et de la santé (organisme de l'OMS - Organisation mondiale pour la Santé)*

15. En 1997, le Centre européen de l'environnement et de la santé publia un rapport faisant état d'une situation de risque pour la santé de la population résidant dans les communes qui avaient été classifiées « à haut risque environnemental » par une délibération du Conseil des Ministres du 30 novembre 1990 (paragraphe 32 ci-dessous), en raison notamment de la pollution industrielle générée par la société Ilva, pour la période 1980-1987.

16. Un autre rapport émanant du même organisme, publié en 2002, actualisa les résultats de ce premier rapport, jusqu'à l'année 1994. Selon ce deuxième rapport, le taux de mortalité masculine pour tumeurs dans la zone de Tarente était supérieur de 10,6 % au taux observé dans la région, et le risque de mortalité féminine était également plus élevé par rapport à la moyenne régionale, entre autres pour causes tumorales.

2. *Le rapport de 2002 de l'ARPA (l'agence régionale pour la prévention et la protection environnementale)*

17. L'ARPA fut instituée dans les Pouilles en 1999. Selon son rapport de 2002, différentes études publiées par des organismes locaux (l'observatoire épidémiologique des Pouilles et l'AUSL, l'autorité sanitaire locale), nationaux (l'Institut supérieur de la santé et l'ENEA, l'Agence nationale pour les nouvelles technologies, l'énergie et le développement économique et durable) et internationaux (l'Organisation mondiale pour la Santé) avaient démontré une augmentation des tumeurs (notamment du poumon, de la plèvre et de l'appareil digestif) dans la zone dite « à haut risque environnemental » à partir des années 70.

18. Selon ce même rapport, d'autres études avaient aussi démontré la présence dans l'air d'une concentration élevée d'un nombre de substances polluantes, dont la dangerosité pour la santé humaine était reconnue².

2. Notamment, des hydrocarbures aromatiques polycycliques, des particules et de l'anhydride sulfureux.

3. *L'étude épidémiologique de 2009*

19. En 2009, une étude épidémiologique publiée dans une revue spécialisée (« Analyse statistique de l'incidence de certaines pathologies cancéreuses dans la province de Tarente, 1999-2002 » - EP année 33 (1-2) janvier-avril 2009) fut réalisée par des membres de l'observatoire épidémiologique des Pouilles, de l'université de Bari et de l'agence régionale pour la protection de l'environnement. Elle mit en évidence une augmentation des tumeurs du poumon, de la vessie et de la plèvre chez les hommes dans la région concernée. La zone géographiquement visée était la province de Tarente (environ 580 000 habitants), comprenant 29 communes³.

4. *Le rapport « Environnement et santé à Tarente : preuves disponibles et indications concernant la santé publique » en date du 22 octobre 2012, dit « rapport SENTIERI » (Studio Epidemiologico Nazionale del Territorio e degli Insediamenti Esposti a Rischio Inquinamento) de 2012*

20. Le rapport SENTIERI de 2012, préparé par l'Institut supérieur de la santé à la demande du ministère de la Santé, formula des recommandations d'interventions en matière de santé publique sur la base des données concernant les causes de mortalité dans les sites d'intérêt national pour l'assainissement (SIN) (paragraphe 34 ci-dessous) relativement à la période 1995-2009.

21. Il en ressortait que, compte tenu de la pollution environnementale de la région concernée provenant des émissions de l'usine Ilva, selon la distance entre le lieu de résidence des personnes concernées et les sites d'émissions nocives pris en considération, il existait un lien de causalité entre l'exposition environnementale à des substances cancérigènes inhalables et le développement de tumeurs des poumons et de la plèvre et de pathologies du système cardiovasculaire.

22. De manière plus détaillée, le rapport montrait que les décès des hommes et des femmes résidant dans la région en cause pour tumeurs, maladies du système circulatoire et autres pathologies étaient supérieurs en nombre par rapport aux moyennes régionale et nationale.

3. Tarente, Martina Franca, Massafra, Grottaglie, Manduria, Ginosa, Castellaneta, Palagiano, Sava, Mottola, Laterza, San Giorgio Ionico, Statte, Crispiano, Pulsano, Lizzano, San Marzano di San Giuseppe, Leporano, Palagianello, Carosino, Avetrana, Monteiasi, Maruggio, Fragagnano, Torricella, Montemesola, Faggiano, Monteparano et Roccaforzata.

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

5

5. *Le rapport « Mortalité, taux de cancer et hospitalisation dans les sites d'intérêt national pour l'assainissement » en date du 14 mai 2014, dit « rapport SENTIERI » de 2014*

23. Selon le rapport SENTIERI de 2014, le taux de mortalité dans le SIN de Tarente était en général plus important par rapport à la moyenne régionale, tant chez les hommes que chez les femmes et les enfants.

24. Selon ce même rapport, le nombre d'hospitalisations pour cancers et pathologies du système cardiovasculaire était aussi plus important par rapport à la moyenne régionale.

6. *L'étude de cohorte sur les effets des expositions (environnementales et sur le lieu de travail) sur les pathologies et la mortalité de la population résidant à Tarente, d'août 2016 (« l'étude de cohorte »)*

25. Menée par le département d'épidémiologie du service sanitaire régional du Latium, l'ARPA, le centre pour la santé et l'environnement des Pouilles et l'ASL (l'agence sanitaire locale) de Tarente, l'étude de cohorte concerna 321 356 personnes résidant dans les communes de Tarente, Massafra et Statte entre le 1^{er} janvier 1996 et le 31 décembre 2010.

26. Cette étude démontra un lien de causalité entre l'exposition aux PM10⁴ et au SO₂⁵ d'origine industrielle, due à l'activité productive de la société Ilva, et l'augmentation de la mortalité pour causes naturelles, tumeurs, maladies rénales et cardiovasculaires chez les résidents.

7. *Le rapport du registre des tumeurs de Tarente de 2016, concernant les années 2006-2011*

27. Le rapport du registre des tumeurs de Tarente de 2016, qui faisait suite à une première étude de 2014, confirma une plus forte incidence néoplasique dans la commune de Tarente par rapport au reste de la province, entre autres pour le cancer de l'estomac, du côlon, du foie, du poumon, du rein, de la vessie, de la thyroïde, du sein, de l'utérus et de la prostate.

8. *Le rapport de l'ARPA de 2016*

28. Selon le rapport de l'ARPA de 2016 (« Rapport complémentaire sur le contrôle des dépôts de dioxines à Tarente »), qui faisait suite au réexamen de l'autorisation environnementale intégrée accordée à la société Ilva (paragraphe 45 ci-dessous), concernant l'activité de six stations de surveillance de la qualité de l'air, le niveau de dioxines dans le quartier Tamburi (Tarente) était excessif par rapport à celui autorisé.

4. Particules en suspension dans l'air, particules fines.

5. Dioxyde de soufre.

6

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

9. Le rapport de l'ARPA de 2017

29. Se basant, entre autres, sur les données du registre des tumeurs de Tarente, le rapport de l'ARPA de 2017 (« Évaluation du préjudice sanitaire – Établissement de la société Ilva de Tarente ») fit état de la permanence d'une situation de criticité sanitaire dans la zone « à haut risque environnemental » et dans le SIN de Tarente, où le taux de mortalité et d'hospitalisation pour certaines pathologies oncologiques, cardiovasculaires, respiratoires et digestives était supérieur par rapport à la moyenne régionale.

30. En outre, selon le rapport de l'ARPA, il existait un lien de causalité entre les émissions industrielles et le préjudice sanitaire dans la région de Tarente. Par conséquent, ledit rapport recommandait la poursuite de la surveillance épidémiologique de la population et la mise en place de toute mesure visant à garantir la santé de celle-ci, au moyen notamment de l'utilisation des « meilleures techniques disponibles » (paragraphe

44 ci-dessous) pour la contention des émissions industrielles polluantes.

31. De plus, toujours selon ce rapport, au moment de la rédaction de ce dernier, les émissions industrielles étaient réduites en raison de la fermeture provisoire d'une grande partie de la cokerie, source majeure des polluants cancérigènes. Il était toutefois noté que la situation pourrait changer de manière drastique lors de la reprise de leur fonctionnement par les installations dans leur ensemble, laquelle induirait un impact certain sur la santé des personnes.

C. Les mesures administratives et législatives*1. L'approbation du plan de dépollution de la province de Tarente*

32. Par une délibération du 30 novembre 1990, le Conseil des ministres identifia les communes « à haut risque environnemental » (communes de Tarente, Crispiano, Massafra, Montemesola et Statte) et demanda au ministère de l'Environnement de mettre en place un plan de dépollution en vue de l'assainissement du territoire.

33. Par un décret du 15 juin 1995, le ministère de l'Environnement institua une commission composée de membres du gouvernement, du conseil régional des Pouilles et d'institutions locales afin qu'il fût procédé au recueil des données nécessaires à la réalisation dudit plan. Le ministère ordonna entre autres la réalisation d'études épidémiologiques et la création d'un registre des tumeurs aux fins du recueil des données statistiques concernant le développement des pathologies tumorales dans le territoire concerné.



ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

7

34. Par un décret du ministère de l'Environnement du 10 janvier 2000, faisant suite à la loi n° 426/2008, les communes de Tarente et Statte furent incluses parmi les SIN (paragraphe 20 ci-dessus).

35. Entre-temps, par le décret n° 196 du 30 novembre 1998, le président de la République avait approuvé le plan de dépollution. Celui-ci concernait l'ensemble de la zone dite « à haut risque environnemental ».

2. Les accords entre la société Ilva et les autorités publiques

36. En 2003 et 2004, la société Ilva et les administrations locales conclurent plusieurs accords (*atti d'intesa*) afin de mettre en place des mesures visant à réduire l'impact environnemental de l'usine.

37. Le 23 octobre 2006, le conseil régional des Pouilles et la société Ilva signèrent un accord par lequel la société s'engageait à mesurer l'émission de dioxines et à désigner un organisme tiers (le Conseil national des recherches) aux fins de l'identification des principales sources d'émission de particules lourdes.

38. La première campagne de contrôle des émissions de dioxines de la plus grande des deux cents cheminées de l'aciérie de Tarente débuta en 2007. Les autorités régionales ne disposant pas à l'époque des instruments permettant de mesurer les dioxines et les autres micropolluants, l'échantillonnage fut confié à des organismes tiers.

39. En 2008, l'ARPA, qui disposait désormais des instruments nécessaires aux contrôles, publia les premiers résultats des contrôles effectués, lesquels attestaient que, dans le quartier Tamburi (Tarente), les émissions de benzopyrène⁶ dans les PM10 étaient supérieures aux limites autorisées.

3. Les mesures législatives et régionales en matière de contamination par les dioxines

40. Par la loi régionale (*legge regionale*) n° 44 du 19 décembre 2008, le conseil régional des Pouilles fixa pour la première fois les limites d'émissions de dioxines autorisées dans le cadre de l'activité industrielle.

41. Un rapport de l'ARPA de 2010 fit état de la contamination par des dioxines de la viande animale susceptible de rentrer dans la chaîne alimentaire humaine. Les autorités régionales ordonnèrent en conséquence l'abattage de près de deux mille têtes de bétail, interdirent le pâturage et ordonnèrent la destruction de foies des cheptels ovin et caprin dans un rayon de 20 km autour de l'usine.

42. Par le décret n° 155 du 13 août 2010, pris en application de la directive 2008/50/CE en matière de qualité de l'air, le délai pour l'atteinte

6. Hydrocarbure aromatique cancérigène, polluant persistant, qui est le produit d'une combustion incomplète à des températures entre 300 °C et 600 °C (source : Larousse et Wikipedia).

8

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

des limites autorisées de productions polluantes fut fixé au 31 décembre 2012.

43. La loi régionale n° 3 du 28 février 2011 indiqua que, en cas de dépassement du seuil accepté d'émission de benzopyrène, le retour aux valeurs autorisées devait être atteint « dans les plus brefs délais ».

4. L'AIA (autorisation environnementale intégrée)

44. Le 4 août 2011, le ministère de l'Environnement octroya à la société Ilva une première AIA, permettant à la société de continuer son activité de production, sous condition de l'adoption de mesures visant à diminuer l'impact des émissions polluantes sur l'environnement, au moyen notamment de l'utilisation des « meilleures techniques disponibles » (*best available techniques - BAT*).

45. À la demande du président de la région des Pouilles et sur la base des données résultant du contrôle de l'ARPA (faisant état du dépassement des émissions de benzopyrène autorisées), le 27 octobre 2012, une deuxième AIA fut accordée, modifiant la première et fixant de nouvelles conditions (paragraphe 28 ci-dessus).

46. Ces dernières, qui reprenaient les mesures de protection environnementale et sanitaire contenues dans la première décision de saisie conservatoire (paragraphe

77 ci-dessous), prévoyaient notamment le respect des limites d'émissions et des normes applicables en matière de santé et de sécurité, ainsi que l'obligation de transmettre un rapport trimestriel relatif à l'application des mesures nécessaires pour atteindre les résultats en termes d'amélioration de l'impact environnemental de l'usine.

5. Les décrets-lois « salva-Ilva », et les textes relatifs à la mise sous administration provisoire et à la procédure de vente de la société Ilva

47. À partir de fin 2012, le gouvernement adopta plusieurs textes, entre autres des décrets-lois dits décrets-lois « salva-Ilva », concernant l'activité de la société Ilva.

a) Le décret-loi n° 207 du 3 décembre 2012, converti en la loi n° 231 du 24 décembre 2012

48. Le décret-loi n° 207 du 3 décembre 2012, contenant des « Dispositions urgentes pour la protection de l'environnement, de la santé et du travail dans l'activité des entreprises d'intérêt stratégique national », autorisa la société Ilva à continuer son activité pendant une période ne dépassant pas trente-six mois, sous condition du respect des prescriptions imposées dans le cadre de l'AIA de 2012.

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

9

49. Le 22 janvier 2013, le juge des investigations préliminaires (« le GIP ») de Tarente saisit la Cour constitutionnelle d'une question de constitutionnalité concernant la partie de ce décret-loi autorisant la société à continuer son activité, malgré les émissions nocives, et à rentrer en possession de ses biens et de son établissement, malgré la saisie judiciaire qui avait été ordonnée entre-temps (paragraphe

77 ci-dessous). De l'avis du juge, le décret-loi violait, entre autres, le droit à la santé et à un environnement sain, protégé par l'article 32 de la Constitution.

50. Par son arrêt n° 85 du 9 avril 2013, la Cour constitutionnelle déclara la question qui lui était soumise manifestement mal fondée. Elle considéra que l'activité productive de la société pouvait légitimement continuer, à la condition que les mesures de contrôle et de protection prévues dans l'AIA de 2012 fussent respectées et que, en cas d'infraction, les sanctions prévues par la loi fussent appliquées.

51. De l'avis de la Cour constitutionnelle, le décret-loi litigieux prévoyait donc un parcours d'assainissement environnemental prenant en compte le droit à la santé et à l'environnement, d'une part, et le droit au travail, d'autre part, tous deux garantis par la Constitution.

b) Le décret-loi n° 61 du 4 juin 2013, converti en la loi n° 89 du 3 août 2013

52. Compte tenu des dangers graves et importants pour la santé et pour l'environnement découlant de l'activité productive de la société Ilva ainsi que du non-respect des prescriptions contenues dans l'AIA de 2012, constaté entre-temps par les autorités compétentes, le décret-loi n° 61 du 4 juin 2013 disposa qu'il devait être procédé à la nomination d'un administrateur provisoire (*commissario straordinario*), lequel serait chargé de la gestion de la société, pour une période allant jusqu'à trente-six mois.

53. Il disposa également qu'un comité d'experts devait être désigné. Après sa mise en place, celui-ci proposa au ministère de l'Environnement un plan prévoyant des mesures de protection environnementale et sanitaire des travailleurs et de la population (« le plan environnemental »), contenant aussi les actions à entreprendre et les délais de mise en œuvre de celles-ci aux fins de garantie du respect de l'AIA.

54. Le plan environnemental fit l'objet d'une approbation du ministère de l'Environnement par le décret n° 53 du 3 février 2014, laquelle approbation équivalait à une modification de l'AIA.

c) Le décret-loi n° 101 du 31 août 2013, converti en la loi n° 125 du 30 octobre 2013

55. Le décret-loi n° 101 du 31 août 2013, prévoyant des « Dispositions en matière d'entreprises d'intérêt stratégique national », autorisa entre autres la construction de décharges pour les déchets spéciaux, dangereux et non dangereux, placées à proximité du site de production de la société Ilva, afin



10

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

de garantir la mise en place des mesures prévues par le plan environnemental.

d) Le décret-loi n° 136 du 10 décembre 2013, converti en la loi n° 6 du 6 février 2014

56. Selon le décret-loi n° 136 du 10 décembre 2013, qui fixait des « Dispositions urgentes pour faire face aux urgences environnementales et industrielles et favoriser le développement des zones concernées », les mesures prévues par le plan environnemental étaient considérées comme réalisées lorsque : i) à la date de nomination de l'administrateur provisoire, la qualité de l'air dans la zone située à l'extérieur de l'usine ne s'était pas dégradée et ii) des démarches pour la réalisation d'au moins 80 % des prescriptions contenues dans l'AIA avaient été entreprises.

e) Le décret-loi n° 100 du 16 juillet 2014

57. Le décret-loi n° 100 du 16 juillet 2014, prévoyant des « Mesures urgentes pour la réalisation du plan environnemental », indiquait qu'au moins 80 % des prescriptions prévues par le plan environnemental devaient être réalisées au 31 juillet 2015 et que toutes ces prescriptions devaient l'être au plus tard le 4 août 2016. Ce décret-loi devint caduc faute de conversion ; ses dispositions furent toutefois reprises dans la loi n° 116 de 2014.

f) Le décret-loi n° 1 du 5 janvier 2015, converti en la loi n° 20 du 4 mars 2015

58. Le décret-loi n° 1 du 5 janvier 2015 indiquait que le plan environnemental serait considéré comme exécuté lorsque, au 31 juillet 2015, 80 % des prescriptions prévues pour cette date auraient été réalisées.

59. En outre, ce texte prévoyait que les mesures mises en place dans le cadre dudit plan ne pouvaient pas être à l'origine d'une mise en jeu de la responsabilité pénale ou administrative de l'administrateur provisoire, puisque ces mesures constituaient la mise en œuvre des meilleures règles de prévention en matière environnementale, et de protection de la santé, de la sécurité publique et sur le lieu de travail.

g) Le décret du ministère du Développement économique du 21 janvier 2015

60. Par un décret en date du 21 janvier 2015, le ministère du Développement économique admit la société Ilva au bénéfice de la procédure d'administration provisoire en raison de son insolvabilité, qui avait été constatée entre-temps.

h) Le décret-loi n° 92/2015

61. Le 18 juin 2015, l'un des fourneaux de l'aciérie de Tarente fit l'objet d'une saisie judiciaire dans le cadre d'une procédure pénale portant sur le



ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

11

décès d'un ouvrier, qui avait été renversé par une projection de matières incandescentes.

62. Le décret-loi n° 92/2015 autorisa l'usine à poursuivre son activité pendant une période de douze mois à partir de la saisie du fourneau, en attendant l'adaptation des normes en matière de sécurité sur le lieu de travail.

63. Ce texte fit ensuite l'objet d'un arrêt de la Cour constitutionnelle (n° 58 du 23 mars 2018) qui conclut à son inconstitutionnalité en ce que les autorités avaient fini par privilégier de façon excessive la continuation de l'activité productive au détriment de la protection des droits à la santé et à la vie, garantis par la Constitution.

Entre-temps, les dispositions de ce décret-loi, qui était devenu caduc faute de conversion, avaient été reprises dans la loi n° 132 de 2015.

i) Le décret-loi n° 191 du 4 décembre 2015, converti en la loi n° 13 du 1^{er} février 2016

64. En application du décret-loi n° 191 du 4 décembre 2015, prévoyant des « Dispositions urgentes pour la cession des activités d'entreprise de la société Ilva », l'administrateur provisoire se vit octroyer la somme de 300 000 000 euros (EUR) pour faire face à ses impératifs financiers.

65. En outre, toujours en application de ce décret-loi, le délai pour la mise en œuvre du plan environnemental fut reporté au 30 juin 2017.

j) Le décret-loi n° 98 du 9 juin 2016, converti en la loi n° 151 du 1^{er} août 2016

66. À partir de 2016, la société Ilva fit l'objet d'une procédure de vente par la voie d'un appel d'offres international, qui est actuellement en cours.

67. Dans le cadre des « Dispositions urgentes pour la mise en place de la procédure de cession des activités d'entreprise de la société Ilva » prévues par le décret-loi n° 98 du 9 juin 2016, il fut décidé que le délai pour l'exécution du plan environnemental pourrait être prorogé par le futur acquéreur pour une période ne dépassant pas dix-huit mois. Il fut aussi décidé que ce délai serait appliqué à toute autre mesure de gestion environnementale concernant la société Ilva et qu'il remplacerait tout autre délai non encore échu à la date d'entrée en vigueur du décret-loi.

68. Il fut également établi que le futur acquéreur de la société Ilva pourrait subordonner l'offre d'achat à des modifications du plan environnemental, lesquelles seraient soumises à un comité de trois experts. Enfin, selon ledit décret-loi, les immunités administratives et pénales étaient étendues au futur acquéreur de l'établissement.

12

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

6. Le décret du président du Conseil des ministres du 29 septembre 2017

69. En application du décret du président du Conseil des ministres du 29 septembre 2017, le délai pour l'exécution des mesures prévues dans le plan environnemental fut reporté au mois d'août 2023.

70. Dans le cadre d'un recours en annulation et en sursis à exécution de ce décret, la région des Pouilles et la mairie de Tarente dénoncèrent devant le tribunal administratif régional des Pouilles les conséquences, en matière d'environnement et de santé, de la prorogation continue des délais pour l'exécution des prescriptions environnementales. Une question de constitutionnalité fut également soulevée à ce sujet. Selon les informations résultant des dossiers, les procédures y afférentes sont actuellement pendantes.

D. Les procédures pénales

1. Les procédures pénales terminées

71. Plusieurs procédures pénales furent ouvertes à l'encontre des dirigeants de la société Ilva pour catastrophe écologique, empoisonnement de substances alimentaires, omission de prévention d'accidents sur le lieu de travail, dégradation de biens publics, émission de substances polluantes et pollution atmosphérique. Certaines de ces procédures aboutirent à des condamnations en 2002, 2005 et 2007.

72. Entre autres, par l'arrêt n° 38936 du 28 septembre 2005, la Cour de cassation condamna les dirigeants de l'usine Ilva de Tarente pour pollution atmosphérique, rejet de matières dangereuses et émission de particules. Elle releva notamment que la production de particules avait continué malgré les nombreux accords conclus avec les autorités territoriales en 2003 et 2004 (paragraphe 36 ci-dessus).

2. Les procédures pénales pendantes

a) La procédure n° 938/10 et l'ordonnance de saisie conservatoire

73. La procédure n° 938/10 fut entamée devant la cour d'assises de Tarente à l'encontre de quarante-quatre personnes physiques et de trois personnes juridiques, visées par trente-quatre chefs d'inculpation pour des faits ayant eu lieu entre 1995 et 2013 et ayant trait, entre autres, à : i) l'émission de substances nocives pour la santé et pour l'environnement entraînant un risque sérieux pour la santé publique, et ayant causé la mort de certaines personnes résidant dans les quartiers limitrophes au site de production de la société Ilva de Tarente et provoqué des pathologies chez d'autres personnes ; ii) la contamination de l'eau, de produits de la terre et d'animaux destinés à l'alimentation humaine ; iii) la pollution

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

13

environnementale de l'air ; iv) la diffusion d'informations confidentielles de la part d'agents du ministère des Affaires étrangères chargés de l'octroi de l'AIA.

74. Dans le cadre de cette procédure, plusieurs chefs d'inculpation furent formulés, entre autres, à l'encontre de la société Ilva et du groupe Riva, concernant notamment le non-respect des obligations de protection de la sécurité et de l'environnement. Neuf cent deux personnes, parmi lesquelles huit requérants⁷, se constituèrent parties civiles dans cette procédure.

75. Le 30 mars 2012, le GIP de Tarente ordonna une expertise chimique et une expertise épidémiologique, aux fins de l'évaluation de l'impact des émissions de l'usine sur l'environnement et sur la santé des personnes.

76. Selon le rapport d'expertise chimique, la société Ilva produisait des gaz et des vapeurs dangereux pour la santé des travailleurs et pour la population locale. Ce rapport établissait en outre que les mesures imposées pour éviter la dispersion des fumées et particules nocives n'avaient pas été respectées et que les valeurs de dioxines, de benzopyrène et d'autres substances dangereuses pour la santé n'étaient pas conformes aux exigences établies par les dispositions régionales, nationales et européennes. Selon le rapport d'expertise épidémiologique, les pathologies cardiovasculaires, respiratoires et cancéreuses avaient augmenté en raison des émissions polluantes produites par la société Ilva.

77. Sur la base de ces rapports, le 25 juillet et le 26 novembre 2012, le GIP ordonna la saisie conservatoire de six ateliers de l'usine ainsi que de l'acier produit à partir de la date d'exécution de la première saisie.

78. Entre-temps, le 26 juillet 2012, plusieurs ministères et autorités territoriales⁸ avaient signé un protocole d'entente afin de mettre en place des interventions urgentes d'assainissement de la ville de Tarente, lequel prévoyait, à cet effet, la création d'un fonds d'un montant de 336 668 320 EUR et la nomination d'un administrateur provisoire pour la gestion de la comptabilité de celui-ci.

79. Le 30 novembre 2012, le juge rejeta une demande de levée de la saisie conservatoire introduite par la société Ilva, notant, entre autres, que les exigences d'intervention urgente pour la protection de la population locale n'avaient pas été prises en compte dans le cadre de l'AIA.

b) La procédure n° 9693/14

80. La procédure n° 9693/14 fut diligentée à la suite du dépôt par un groupe de citoyens d'une plainte dirigée contre l'administrateur provisoire

7. À savoir les requérants figurant sous les numéros 13 (requête n° 54414/13) et 51, 53, 54, 62, 65, 81 et 104 (requête n° 54264/15).

8. À savoir les ministères de l'Environnement, des Infrastructures et des Transports, du Développement économique et pour la Cohésion territoriale, la région des Pouilles, la province et la mairie de Tarente et l'administrateur provisoire du port de Tarente.

14

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

et le directeur de l'établissement de Tarente pour émissions dangereuses et gestion de déchets non autorisées.

81. Le parquet demanda le classement sans suite de l'affaire, le délai pour la mise en place de l'AIA étant pendant à l'époque. Le 12 octobre 2016, le GIP décida toutefois de continuer les investigations.

c) La plainte déposée en 2013 par un groupe de citoyens

82. Le 5 avril 2013, sept personnes, dont la requérante figurant sous le numéro 43 (requête n° 54414/13), introduisirent une plainte auprès du parquet de Tarente pour dénoncer les émissions polluantes de l'usine Ilva et les effets de celles-ci sur l'environnement et sur la santé des personnes. L'issue de cette plainte n'est pas connue.

E. Les procédures devant l'Union européenne

1. L'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (« la CJUE ») du 31 mars 2011 (affaire C-50/10)

83. Par un arrêt du 31 mars 2011, la CJUE conclut que l'Italie avait manqué aux obligations qui lui incombait en vertu de la directive 2008/1/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution.

84. La CJUE souligna que l'Italie avait omis d'adopter les mesures nécessaires qui auraient permis aux autorités compétentes de veiller à ce que les installations industrielles fussent exploitées conformément à un système d'autorisations prévu par cette même directive.

2. L'avis motivé de la Commission européenne du 16 octobre 2014

85. Dans le cadre d'une procédure d'infraction ouverte à l'encontre de l'Italie, le 16 octobre 2014, la Commission européenne émit un avis motivé demandant aux autorités italiennes de remédier aux graves problèmes de pollution constatés sur le site de la société Ilva de Tarente. Elle observa que l'Italie avait manqué à ses obligations de garantir la conformité de l'aciérie aux exigences de la directive sur les émissions industrielles (directive n° 2010/75/UE, ayant remplacé la directive 2008/1/CE à partir du 7 janvier 2014).

86. La Commission européenne constata que le niveau élevé des émissions résultant du processus de production de l'acier n'avait pas baissé et que des fumées denses de particules et de poussières industrielles se dégageaient du site, ce qui entraînait de graves conséquences pour l'environnement et pour la santé de la population locale. Elle releva aussi que des tests avaient révélé l'existence d'une forte pollution de l'air, des sols, des eaux de surface et des eaux souterraines sur le site de la société Ilva ainsi que dans les environs de la ville de Tarente.



ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

15

II. LE DROIT INTERNE PERTINENT

87. L'article 452 *quater* du code pénal (inséré dans le code pénal par la loi n° 68 du 22 mai 2015) dispose que toute personne causant illégalement une catastrophe écologique est punie par une peine de réclusion de cinq à quinze ans.

88. L'article 844 du code civil dispose que le propriétaire d'un terrain ne peut empêcher les nuisances provenant d'un terrain voisin si celles-ci ne dépassent pas un seuil supportable.

89. L'article 2043 du code civil énonce le principe du *neminem laedere*, c'est-à-dire le devoir général de ne pas causer de dommage à autrui. Quiconque allègue avoir subi un dommage en violation de ce principe peut engager une action en responsabilité.

90. L'article 2050 du même civil consacre le principe général de la responsabilité du fait des « activités dangereuses ».

91. Les articles 309 et 310 du décret législatif n° 152/2006 prévoient la possibilité de présenter des plaintes et observations devant le ministère de l'Environnement en cas de violation des normes environnementales et rappellent la possibilité d'entamer des procédures en dédommagement devant les juridictions compétentes.

EN DROIT

I. SUR LA JONCTION DES REQUÊTES

92. Compte tenu de la similitude des requêtes, la Cour estime approprié de les examiner conjointement en un seul arrêt.

II. SUR LA VIOLATION ALLÉGUÉE DES ARTICLES 2, 8 ET 13 DE LA CONVENTION

93. Invoquant les articles 2 et 8 de la Convention, les requérants se plaignent d'une violation de leurs droits à la vie et au respect de leur vie privée. Ils reprochent à l'État de ne pas avoir adopté les mesures juridiques et réglementaires visant à protéger leur santé et l'environnement, et d'avoir omis de leur fournir des informations concernant la pollution et les risques corrélatifs pour leur santé.

94. Maîtresse de la qualification juridique des faits, la Cour constate que ces griefs se confondent. Elle juge approprié d'examiner les allégations des requérants uniquement sous l'angle de l'article 8 de la Convention (*Radomilja et autres c. Croatie* [GC], nos 37685/10 et 22768/12, 20 mars 2018). Cette disposition est ainsi libellée :



16

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée (...).

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

95. Sur le fondement de l'article 13 de la Convention, les requérants soutiennent avoir subi une violation de leur droit à un recours effectif. Cette disposition est ainsi libellée :

« Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la (...) Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles. »

A. Sur les exceptions préliminaires du Gouvernement

1. Sur la qualité de « victime » des requérants

a) La thèse du Gouvernement

96. Le Gouvernement conteste la qualité de victime des requérants. Il indique à cet égard que celle-ci ne peut être établie qu'à l'issue de procédures internes portant sur les griefs soulevés ensuite devant la Cour.

97. Il dit par ailleurs que les doléances des requérants n'ont qu'un caractère général et ne se réfèrent pas à des situations particulières, et qu'elles n'apportent aucun élément factuel de nature à étayer la thèse d'un dommage que les intéressés auraient concrètement subi. Les présentes requêtes ne seraient donc qu'une *actio popularis*.

98. Le Gouvernement dit en outre que la plupart des requérants habitent dans des municipalités autres que celle directement touchée par la pollution environnementale, à savoir la ville de Tarente.

b) La thèse des requérants

99. Les requérants répliquent qu'ils résident tous ou ont tous résidé dans la ville de Tarente ou dans des communes voisines, et que la pollution de ces villes par les émissions nocives de l'usine Ilva est une certitude reconnue par les autorités publiques. En outre, certains d'entre eux ont produit des certificats médicaux attestant les maladies contractées par eux-mêmes ou par leurs proches.

c) L'appréciation de la Cour

100. La Cour rappelle que le mécanisme de contrôle de la Convention ne saurait admettre l'*actio popularis* (*Perez c. France* [GC], n° 47287/99, § 70, CEDH 2004-I, et *Di Sarno et autres c. Italie*, n° 30765/08, § 80, 10 janvier



ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

17

2012). Par ailleurs, ni l'article 8 ni aucune autre disposition de la Convention ne garantissent spécifiquement une protection générale de l'environnement en tant que tel (*Kyrtatos c. Grèce*, n° 41666/98, § 52, CEDH 2003-VI (extraits)).

101. Selon la jurisprudence de la Cour, l'élément crucial qui permet de déterminer si, dans les circonstances d'une affaire, des atteintes à l'environnement ont emporté violation de l'un des droits garantis par le paragraphe 1 de l'article 8 est l'existence d'un effet néfaste sur la sphère privée ou familiale d'une personne, et non simplement la dégradation générale de l'environnement (*Fadeïeva c. Russie*, n° 55723/00, § 88, CEDH 2005-IV).

102. Dans la présente espèce, la Cour relève que les requérants dénoncent le préjudice découlant des émissions nocives de l'usine Ilva de Tarente. Les communes touchées par ces émissions ont été identifiées par une délibération du Conseil des ministres du 30 novembre 1990 : il s'agit des villes de Tarente, Crispiano, Massafra, Montemesola et Statte, qui ont été classifiées « à haut risque environnemental ». De plus, les communes de Tarente et Statte ont été incluses parmi les SIN par un décret du ministère de l'Environnement du 10 janvier 2000 (paragraphe 34 ci-dessus).

103. La zone directement touchée par les nuisances de la société Ilva ayant ainsi été définie par des mesures internes, la Cour constate que dix-neuf requérants résident dans des communes autres que Tarente, Crispiano, Massafra, Montemesola et Statte⁹ et que ces requérants n'ont pas présenté d'éléments de nature à mettre en question l'étendue de cette zone.

104. S'agissant des autres requérants, la Cour rappelle que la pollution dans un secteur déterminé devient potentiellement dangereuse pour la santé et le bien-être de ceux qui y sont exposés. Il s'agit en tout cas d'une présomption, qui peut ne pas se vérifier dans un cas déterminé.

105. Il n'en reste pas moins que, en l'espèce, il ressort des éléments de preuve dont la Cour dispose que la pollution a rendu inévitablement les personnes qui y étaient exposées plus vulnérables à diverses maladies.

106. Les nombreux rapports et études scientifiques dont la Cour dispose (voir notamment le rapport SENTIERI, paragraphes 20 et suivants ci-dessus) attestent en effet l'existence d'un lien de causalité entre l'activité productive de la société Ilva de Tarente et la compromission de la situation sanitaire, notamment dans les communes susmentionnées. Pour l'étude la plus récente en cette matière, la Cour se réfère aussi au rapport de l'ARPA de 2017, réitérant le constat du lien de causalité mentionné ci-dessus et attestant la permanence d'un état de criticité sanitaire dans la zone « à haut risque environnemental » et dans le SIN de Tarente, où le taux de mortalité et d'hospitalisation pour certaines pathologies oncologiques,

9. À savoir les requérants de la requête n° 54414/13 figurant sous les numéros 23, 35, 43 et 45 et ceux de la requête n° 54264/15 figurant sous les numéros 4, 9, 18, 24, 25, 34, 40, 41, 42, 56, 88, 107, 111, 113 et 128.

cardiovasculaires, respiratoires et digestives était supérieur par rapport à la moyenne régionale (paragraphe 29 ci-dessus).

107. Cette pollution a ainsi indubitablement eu des conséquences néfastes sur le bien-être des requérants concernés (voir, *a contrario*, *Kyrtatos*, précité, § 53, et voir, *mutatis mutandis*, *Fadeïeva*, précité, §§ 87-88 et *Di Sarno*, précité, § 81).

108. En revanche, les requérants mentionnés au paragraphe 103 ci-dessus n'ont pas démontré avoir été personnellement affectés par la situation dénoncée. La Cour accepte donc l'exception soulevée à cet égard par le Gouvernement pour autant que ces requérants sont concernés.

109. La Cour estime qu'il y a lieu de rejeter l'exception du gouvernement défendeur s'agissant des autres requérants.

2. Sur le non-épuisement des voies de recours internes

a) La thèse du Gouvernement

110. Le Gouvernement estime que les requérants auraient pu porter plainte au pénal (entre autres, pour catastrophe écologique, sur le fondement de l'article 452 *quater* du code pénal) et se constituer ensuite parties civiles.

111. Il se réfère ensuite aux deux procédures pénales pendantes entamées à l'encontre des dirigeants de la société Ilva pour dire que les questions soumises à l'examen de la Cour font l'objet de procédures nationales actuellement en cours. Il ajoute, s'agissant de la première desdites procédures, que huit requérants se sont constitués parties civiles et qu'il serait loisible aux autres d'en faire autant.

112. Il considère en outre que les requérants avaient aussi la possibilité d'engager diverses actions sur la base du code civil et des normes en matière environnementale (paragraphe 87 et suivants ci-dessus), en sus d'une action en référé sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile et d'une action collective (*class action*) au sens de la loi n° 15/2009.

113. Enfin, il estime que les requérants pouvaient soulever une question de constitutionnalité dans le cadre d'une procédure judiciaire.

b) La thèse des requérants

114. Les requérants récusent l'exception de non-épuisement des voies de recours internes, indiquant qu'aucun des remèdes évoqués par le Gouvernement ne répond à leurs doléances. Ils précisent que celles-ci consistent non pas en la réclamation d'une réparation financière, mais en la dénonciation d'un défaut d'adoption par l'État de mesures administratives et législatives visant à protéger leur santé et l'environnement, d'une part, et en la contestation de l'application de mesures ayant permis la continuation par la société Ilva de son activité polluante, d'autre part.

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

19

115. Les requérants soutiennent en outre que ceux d'entre eux s'étant constitués parties civiles dans la procédure n° 938/10 ont été privés de la possibilité d'obtenir une compensation en raison du placement de la société Ilva sous administration provisoire. En tout état de cause, ils disent que les autres requérants ne pourraient plus – contrairement aux affirmations du Gouvernement – se constituer parties civiles dans cette procédure, les délais pour ce faire ayant expiré.

116. Concernant la procédure n° 9693/14, les requérants exposent que le procureur de Tarente a demandé le classement de celle-ci en raison, d'une part, du report du délai pour la mise en œuvre de l'AIA et, d'autre part, de la reconnaissance de l'immunité aux parties en cause dans le cadre des décrets-lois « *salva-Ilva* ».

117. Quant à l'article 452 *quater* du code pénal, les requérants indiquent qu'il est dépourvu d'effectivité dans leur cas car, selon eux, cette disposition concerne des situations dans lesquelles, contrairement à la situation en l'espèce, les faits se déroulent en l'absence d'une autorisation légale ou administrative.

118. Ils ajoutent que, en tout état de cause, les tribunaux internes ont jusqu'à présent rejeté les demandes en dédommagement introduites au civil et condamné les demandeurs aux frais et dépens (les requérants font mention d'un jugement du tribunal de Tarente, n° 2375, en date du 20 juillet 2016).

119. De plus, ils estiment que le recours administratif indiqué par le Gouvernement (article 309 du décret législatif n° 152/2006) n'aurait pas non plus de chances de succès, puisque, selon eux, le ministère de l'Environnement serait appelé à remettre en question des décrets-lois émis par le gouvernement. De plus, l'action en annulation d'actes administratifs (article 29 du code de procédure administrative) ne pourrait pas être exercée pour contester des décrets.

120. Enfin, les requérants disent qu'une action collective ne pourrait pas remédier à leurs griefs au motif qu'ils demandent l'adoption d'actes normatifs, laquelle serait explicitement exclue par le décret législatif n° 198/2009 (introduisant ce moyen de recours).

c) L'appréciation de la Cour

121. La Cour rappelle que la règle de l'épuisement des voies de recours internes inscrite à l'article 35 § 1 de la Convention vise à ménager aux États contractants l'occasion de prévenir ou de redresser les violations alléguées contre eux avant que celles-ci ne lui soient soumises. Cette règle se fonde sur l'hypothèse, objet de l'article 13 de la Convention – et avec lequel elle présente d'étroites affinités – que l'ordre interne offre un recours effectif quant à la violation alléguée. De la sorte, elle constitue un aspect important du principe voulant que le mécanisme de sauvegarde instauré par la Convention revête un caractère subsidiaire par rapport aux systèmes



nationaux de garantie des droits de l'homme (*Vučković et autres c. Serbie* (exception préliminaire) [GC], nos 17153/11 et 29 autres, §§ 69-77, 25 mars 2014).

122. La Cour rappelle en outre que, en vertu de la règle de l'épuisement des voies de recours internes énoncée à l'article 35 § 1 de la Convention, un requérant doit se prévaloir des recours normalement disponibles et suffisants pour lui permettre d'obtenir réparation des violations qu'il allègue, étant entendu qu'il incombe au Gouvernement excipant du non-épuisement de la convaincre que le recours évoqué était effectif et disponible tant en théorie qu'en pratique à l'époque des faits, c'est-à-dire qu'il était accessible et susceptible d'offrir au requérant le redressement de ses griefs et qu'il présentait des perspectives raisonnables de succès (voir, parmi d'autres, *Akdivar et autres c. Turquie*, 16 septembre 1996, *Recueil*, § 66, et *Giacobbe et autres c. Italie*, n° 16041/02, § 63, 15 décembre 2005). De plus, selon les « principes de droit international généralement reconnus », certaines circonstances particulières peuvent dispenser le requérant de l'obligation d'épuiser les recours internes qui s'offrent à lui (*Selmouni*, précité, § 75).

123. En l'occurrence, la Cour relève que les griefs des requérants portent sur l'absence de mesures visant à assurer la dépollution du territoire concerné. Elle relève aussi que l'assainissement de la zone touchée est un objectif poursuivi depuis plusieurs années par les autorités compétentes, toutefois sans succès. Compte tenu aussi des éléments soumis par les requérants et en l'absence de précédents jurisprudentiels pertinents, la Cour estime qu'aucune démarche de nature pénale, civile ou administrative ne saurait répondre à cet objectif dans la présente espèce.

124. Dans ce contexte, la Cour ne saurait faire abstraction de l'immunité pénale et administrative accordée à l'administrateur provisoire dans la mise en place des mesures préconisées par le plan environnemental (prévue par le décret-loi n° 1 du 5 janvier 2015 – paragraphe 59 ci-dessus) et de l'élargissement de cette immunité au futur acquéreur de l'établissement (paragraphe 68 ci-dessus).

125. Quant à la possibilité de soulever les griefs devant la Cour constitutionnelle, il suffit de rappeler que la Cour a indiqué à maintes reprises que, dans l'ordre juridique italien, le justiciable ne jouit pas d'un accès direct à la Cour constitutionnelle : en effet, seule une juridiction qui connaît du fond d'une affaire a la faculté de saisir cette haute juridiction, à la demande d'un plaideur ou d'office. Dès lors, pareille demande ne saurait s'analyser en un recours dont la Convention exige l'exercice (voir, entre autres, *Brozicek c. Italie* n° 10964/84, 19 décembre 1989, § 34, série A n° 167, *Immobiliare Saffi c. Italie* [GC], n° 22774/93, § 42, CEDH 1999-V, *C.G.I.L. et Cofferati c. Italie*, n° 46967/07, § 48, 24 février 2009, *Scoppola c. Italie* (n° 2) [GC], n° 10249/03, § 75, 17 septembre 2009, et *M.C. et autres c. Italie*, n° 5376/11, § 47, 3 septembre 2013).

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

21

126. La Cour note aussi que, selon le décret-loi n° 152/06, seul le ministère de l'Environnement peut demander réparation du préjudice écologique, les particuliers ne pouvant que l'inviter à saisir les autorités judiciaires. Il s'ensuit que, en tout état de cause, les recours prévus par les dispositions en question n'auraient pas permis aux requérants de se prévaloir du préjudice découlant des dommages à l'environnement. En conséquence, ces recours ne sauraient passer pour des recours utiles au sens de l'article 35 § 1 de la Convention (*Di Sarno*, précité, § 89).

127. Eu égard à ce qui précède, la Cour estime qu'il y a lieu de rejeter l'exception du Gouvernement tirée du non-épuisement des voies de recours internes.

3. Sur l'observation du délai de six mois

a) La thèse du Gouvernement

128. Le Gouvernement indique que les requérants ont vécu pendant des décennies dans les zones concernées, et que, jusque-là, ils n'ont jamais soulevé leurs griefs. Ainsi, les intéressés n'auraient pas respecté la règle des six mois prévue par l'article 35 de la Convention.

b) La thèse des requérants

129. Les requérants contestent avoir introduit tardivement leurs requêtes. Ils soutiennent ne disposer d'aucun remède effectif pour se plaindre des effets nocifs de l'activité productive de la société Ilva sur leur santé et sur l'environnement. Ils allèguent d'ailleurs que les procédures entamées par certains d'entre eux pour faire valoir leurs droits (paragraphe 74 ci-dessus) ont été dépourvues d'effectivité.

130. Les requérants indiquent que, en tout état de cause, les violations dénoncées par eux ont un caractère continu, car elles découleraient d'un manquement de l'État à mettre en place les mesures prévues par l'AIA et par le plan environnemental. Ils estiment par conséquent que le délai de six mois ne devrait courir, dans ce cas, qu'à partir de la cessation des violations alléguées.

c) L'appréciation de la Cour

131. La Cour relève que les requérants ne se plaignent pas d'un acte instantané mais d'une situation de pollution environnementale perdurant depuis des décennies. Elle rappelle que, lorsque la violation alléguée constitue, comme en l'espèce, une situation continue, le délai de six mois ne commence à courir qu'à partir du moment où cette situation continue a pris fin (voir, parmi d'autres, *Çınar c. Turquie*, n° 17864/91, décision de la Commission du 5 septembre 1994, et *Ülke c. Turquie* (déc.), n° 39437/98, 1^{er} juin 2004).



22

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

132. Dès lors, elle estime qu'il y a lieu de rejeter l'exception du Gouvernement.

4. *Sur l'existence d'un préjudice important*

a) **La thèse du Gouvernement**

133. Se fondant sur l'article 35 § 3 b) de la Convention, le Gouvernement soutient enfin que la référence faite selon lui en termes généraux à la pollution et à son impact sur la santé des requérants, sans l'indication d'éléments factuels étayant la thèse des intéressés, n'est pas suffisante pour que le préjudice allégué puisse être qualifié d'important.

b) **La thèse des requérants**

134. Les requérants contestent cette thèse.

c) **L'appréciation de la Cour**

135. La Cour rappelle que le critère du manque de préjudice important a été conçu pour lui permettre de traiter rapidement les requêtes à caractère futile afin de se concentrer sur sa mission essentielle, qui est d'assurer au niveau européen la protection juridique des droits garantis par la Convention et ses Protocoles (*Stefanescu c. Roumanie* (déc.), no 11774/04, 12 avril 2011, § 35).

136. Issue du principe *de minimis non curat praetor*, la condition de recevabilité renvoie à l'idée que la violation d'un droit, quelle que soit sa réalité d'un point de vue strictement juridique, doit atteindre un seuil minimum de gravité pour justifier un examen par une juridiction internationale (*Korolev c. Russie* (déc), n° 25551/05, 1 juillet 2010). L'appréciation de ce seuil est, par nature, relative et dépend des circonstances de l'espèce (*Korolev*, précitée, et, *mutatis mutandis*, *Soering c. Royaume-Uni*, 7 juillet 1989, § 100, série A no 161). Cette appréciation doit tenir compte tant de la perception subjective du requérant que de l'enjeu objectif du litige.

137. La Cour rappelle qu'afin de vérifier si la violation d'un droit a atteint le seuil minimum de gravité il y a lieu de prendre en compte notamment les éléments suivants : la nature du droit prétendument violé, la gravité de l'incidence de la violation alléguée dans l'exercice d'un droit et/ou les conséquences éventuelles de la violation sur la situation personnelle du requérant (*Giusti c. Italie*, n° 13175/03, § 34, 18 octobre 2011).

138. En l'espèce, compte tenu de la nature des griefs soulevés par les requérants et des nombreux rapports scientifiques attestant l'impact des nuisances de la société Ilva sur l'environnement et sur la santé des personnes, la Cour estime que la première condition de l'article 35 § 3 b) de la Convention, à savoir l'absence de préjudice important, n'est pas remplie.

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

23

139. Compte tenu de ce qui précède, la Cour estime qu'il y a lieu de rejeter l'exception du Gouvernement.

B. Conclusion sur la recevabilité des requêtes

140. Tout en rappelant ses conclusions concernant l'irrecevabilité d'une partie des requêtes (paragraphe 103 ci-dessus), la Cour constate que l'autre partie de celles-ci n'est pas manifestement mal fondée au sens de l'article 35 § 3 de la Convention et qu'elle ne se heurte à aucun autre motif d'irrecevabilité. Il convient donc de la déclarer recevable.

C. Sur le fond

1. Article 8 de la Convention

a) Les thèses des parties

i. Les requérants

141. Les requérants réitèrent leurs griefs, et ils maintiennent que les autorités italiennes ont omis de prendre toutes les mesures appropriées pour protéger leur vie et leur santé. Ils soutiennent être affectés par la pollution et être plus susceptibles de contracter diverses pathologies, tel que cela aurait été démontré par de nombreux rapports.

142. Les requérants disent aussi que la présente affaire diffère de l'affaire *Smaltini c. Italie* ((déc.) n° 43961/09, 24 mars 2015) en ce que, dans cette dernière espèce, contrairement à eux, la requérante se plaignait d'avoir contracté une pathologie en raison de son exposition à la pollution causée par la société Ilva. Cette affaire aurait donc porté sur le lien de causalité entre la maladie de cette requérante et les émissions nocives, et non, comme en l'espèce, sur un manquement de l'État à prendre les mesures visant à protéger la santé des requérants et leur environnement.

ii. Le Gouvernement

143. Le Gouvernement soutient que les juridictions nationales ont mené des procédures impartiales en poursuivant les responsables des conduites délictueuses concernant l'environnement et la santé des personnes.

144. De plus, il dit que, selon un rapport du ministère de la Santé de 2014, le taux de PM10 a diminué.

145. Le Gouvernement indique en outre que dans l'affaire *Smaltini c. Italie*, précitée, la Cour avait conclu à l'absence de preuve d'un lien de causalité entre la pathologie contractée par la requérante et les émissions nocives de l'usine Ilva et, par conséquent, au défaut manifeste de fondement de la requête. À plus forte raison, cette conclusion est, selon lui, valable dans le cas présentement soumis à la Cour.



24

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

146. Le Gouvernement soutient également que la société Ilva a toujours mené son activité de production en se conformant aux autorisations accordées par la municipalité, la région et la province. Il ajoute que des plans de prévention de la pollution et d'adoption de mesures visant à assurer la qualité de l'air dans le quartier Tamburi (Tarente) ont été mis en place. Plusieurs mesures auraient d'ailleurs été adoptées, permettant une amélioration considérable de la qualité de l'air.

b) Les observations des tiers intervenants

i. Le Clinical program

147. Le *Clinical program* reprend la chronologie des décrets-lois « *salva-Ilva* » et pointe du doigt l'immunité judiciaire reconnue aux personnes chargées de garantir le respect des prescriptions en matière environnementale, ainsi que la prorogation continue des délais pour la mise en œuvre du plan environnemental.

148. Selon le Gouvernement, les informations fournies par cette tierce partie ne sont pas pertinentes et font tout au plus état des actions de prévention et de réparation des problèmes environnementaux menées par les autorités.

149. Les requérants partagent la position de cette tierce partie.

ii. L'ISDE

150. L'ISDE se réfère à plusieurs études attestant la pollution dans des zones se situant à proximité de la région concernée.

151. Cette tierce partie se reporte aussi à certaines données du rapport SENTIERI de 2014, faisant état d'un taux de mortalité infantile plus élevé dans la région de Tarente par rapport au taux des autres régions (taux supérieur de 20 % s'agissant des décès dans la première année de vie et de 45 % s'agissant des décès *in utero*) ainsi que d'un risque de cancer plus élevé dans la tranche d'âge des 0-14 ans.

152. L'ISDE se réfère également à l'étude de cohorte, concernant le lien de causalité entre la pollution et la survenue de nombreuses pathologies (paragraphe 25 ci-dessus), et indique que, selon des données du registre régional des malformations congénitales, dans la région de Tarente, lesdites malformations sont supérieures de 10 % par rapport à la moyenne régionale.

153. L'ISDE indique en outre que, selon une étude concernant des femmes résidant dans cinq villes industrielles des Pouilles, dont Tarente, il existe une corrélation entre, d'une part, la présence de PM10 et les niveaux d'ozone et, d'autre part, le taux de fausses couches.

154. L'ISDE indique aussi que l'observatoire régional des troubles autistiques a conclu en 2016 à un taux de troubles plus important dans la province de Tarente par rapport au taux moyen de la région et au taux d'autres provinces des Pouilles.



ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

25

155. L'ISDE renvoie enfin aux décrets-lois « *salva-Ilva* », en particulier au décret-loi n° 98/2016 ayant décidé d'un nouveau report du délai de mise en œuvre du plan environnemental.

156. Le Gouvernement estime que l'ISDE a présenté des allégations de nature générale concernant le lien de causalité entre les pathologies indiquées et les émissions de l'usine Ilva, et que cette tierce partie n'a pas fourni une preuve scientifique irréfutable.

c) L'appréciation de la Cour

i. Principes généraux

157. La Cour rappelle que des atteintes graves à l'environnement peuvent affecter le bien-être des personnes et les priver de la jouissance de leur domicile de manière à nuire à leur vie privée (*López Ostra c. Espagne*, 9 décembre 1994, série A n° 303-C, § 51, et *Guerra et autres c. Italie*, 19 février 1998, § 60, *Recueil* 1998-I).

À cet égard la Cour rappelle également que, dans les affaires où la notion de seuil de gravité a été spécifiquement examinée en matière d'environnement, la Cour a jugé que un grief défendable sur le terrain de l'article 8 peut naître si un risque écologique atteint un niveau de gravité diminuant notablement la capacité du requérant à jouir de son domicile ou de sa vie privée ou familiale. L'appréciation de ce niveau minimum dans ce type d'affaires est relative et dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de l'intensité et de la durée des nuisances ainsi que de leurs conséquences physiques ou psychologiques sur la santé ou la qualité de vie de l'intéressé (*Fadeïeva*, précité, §§ 68 et 69, *Dubetska et autres c. Ukraine*, n° 30499/03, § 105, 10 février 2011, et *Grimkovskaya c. Ukraine*, n° 38182/03, § 58, 21 juillet 2011).

158. L'article 8 ne se borne pas à astreindre l'État à s'abstenir d'ingérences arbitraires : à cet engagement plutôt négatif peuvent s'ajouter des obligations positives inhérentes à un respect effectif de la vie privée. En tout état de cause, que l'on aborde la question sous l'angle de l'obligation positive de l'État d'adopter des mesures raisonnables et adéquates pour protéger les droits de l'individu, en vertu du premier paragraphe de l'article 8, ou sous celui d'une ingérence d'une autorité publique, à justifier selon le second paragraphe, les principes applicables sont assez voisins. Dans les deux cas, il faut avoir égard au juste équilibre à ménager entre les intérêts concurrents de l'individu et de la société dans son ensemble, l'État jouissant en toute hypothèse d'une certaine marge d'appréciation (*López Ostra*, précité, § 51, et *Guerra et autres*, précité, § 58).

159. Les États ont avant tout l'obligation positive, en particulier dans le cas d'une activité dangereuse, de mettre en place une réglementation adaptée aux spécificités de ladite activité, notamment au niveau du risque qui pourrait en résulter. Cette réglementation doit régir l'autorisation, la



mise en fonctionnement, l'exploitation, la sécurité et le contrôle de l'activité en question, ainsi qu'imposer à toute personne concernée par celle-ci l'adoption de mesures d'ordre pratique propres à assurer la protection effective des citoyens dont la vie risque d'être exposée aux dangers inhérents au domaine en cause (voir, *mutatis mutandis*, *Oneryildiz c. Turquie*, [GC], n° 48939/99, § 90, CEDH 2004-XII, et *Brincat et autres c. Malte*, n°s 60908/11 et 4 autres, §§ 101-102, 24 juillet 2014).

160. Enfin, il est souvent impossible de quantifier les effets d'une pollution industrielle importante dans chaque situation individuelle et de distinguer l'influence d'autres facteurs, tels que, par exemple, l'âge et la profession. Il en va de même chose s'agissant de la dégradation de la qualité de vie résultant de la pollution industrielle. La « qualité de vie » est un concept très subjectif qui ne se prête pas à une définition précise. Partant, en vue de l'établissement des circonstances factuelles des affaires qui lui sont soumises, la Cour n'a pas d'autre choix que celui de se baser avant tout, bien que non exclusivement, sur les conclusions des juridictions et des autres autorités internes compétentes (*Lediaeva et autres c. Russie*, n°s 53157/99 et 3 autres, § 90, 26 octobre 2006, et *Jugheli et autres c. Géorgie*, n° 38342/05, § 63, 13 juillet 2017).

ii. Application des principes précités en l'espèce

161. La Cour relève que, s'il ne lui appartient pas de déterminer précisément les mesures qu'il aurait fallu prendre en l'espèce pour réduire plus efficacement le niveau de la pollution, il lui incombe sans conteste de rechercher si les autorités nationales ont abordé la question avec la diligence voulue et si elles ont pris en considération l'ensemble des intérêts concurrents. À ce propos, la Cour rappelle qu'il revient à l'État de justifier par des éléments précis et circonstanciés les situations dans lesquelles certains individus se trouvent devoir supporter de lourdes charges au nom de l'intérêt de la société. L'examen de la présente affaire sous cet angle conduit la Cour à formuler les observations qui suivent (*Fadeieva*, précité, § 128).

162. À titre liminaire, la Cour convient avec les requérants que l'objet de la présente affaire diffère de celui de l'affaire *Smaltini*, précitée, dans laquelle la requérante, décédée d'une leucémie au cours de la procédure devant elle, reprochait aux autorités nationales de ne pas avoir reconnu, à l'issue de la procédure pénale engagée par elle, l'existence d'un lien de causalité entre les émissions de l'usine Ilva de Tarente et sa pathologie. Dans cette affaire, la Cour avait notamment souligné que, à la lumière des connaissances scientifiques disponibles à l'époque des faits et sans préjudice des résultats des études scientifiques à venir, les décisions internes avaient été dûment motivées. Or, dans la présente affaire, les requérants dénoncent l'absence de mesures étatiques visant à protéger leur santé et l'environnement. C'est uniquement sur cette dernière question, différente de

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

27

celle en cause dans l'affaire *Smaltini*, précitée, que la Cour est appelée à statuer.

163. La Cour constate que, depuis les années 1970, des études scientifiques font état des effets polluants des émissions de l'usine Ilva de Tarente sur l'environnement et sur la santé des personnes (paragraphe 15 et suivants ci-dessus). Les résultats de ces rapports, émanant en grande partie d'organismes étatiques et régionaux, ne font d'ailleurs pas l'objet de contestation entre les parties.

164. Dans ce contexte, il convient de rappeler en particulier le rapport SENTIERI de 2012, attestant l'existence d'un lien de causalité entre l'exposition environnementale aux substances cancérigènes inhalables produites par la société Ilva et le développement de tumeurs des poumons et de la plèvre ainsi que de pathologies du système cardiocirculatoire chez les personnes résidant dans les zones touchées (paragraphe 20 et suivants ci-dessus).

165. Par ailleurs, une étude de cohorte effectuée en 2016 a démontré un lien de causalité entre l'exposition aux PM10 et au SO₂ d'origine industrielle, due à l'activité productive de la société Ilva, et l'augmentation de la mortalité pour causes naturelles, tumeurs, maladies rénales et cardiovasculaires chez les personnes résidant à Tarente (paragraphe 25 et 26 ci-dessus).

166. Enfin, le même lien entre les émissions industrielles de la société Ilva et le préjudice sanitaire dans la région de Tarente est attesté dans le rapport de l'ARPA de 2017. Ce dernier fait d'ailleurs aussi état de la permanence d'une situation de criticité sanitaire dans la zone « à haut risque environnemental » et dans le SIN de Tarente, où le taux de mortalité et d'hospitalisation pour certaines pathologies oncologiques, cardiovasculaires, respiratoires et digestives était supérieur par rapport à la moyenne régionale (paragraphe 29 ci-dessus).

167. Il y a lieu de relever que, malgré les tentatives des autorités nationales d'aboutir à la dépollution de la région concernée, les projets mis en place n'ont, à ce jour, pas produit les effets escomptés.

168. Les mesures préconisées à partir de 2012 dans le cadre de l'AIA afin d'améliorer l'impact environnemental de l'usine n'ont finalement pas été réalisées ; cette défaillance a été du reste à l'origine d'une procédure d'infraction devant les instances de l'Union européenne. Par ailleurs, la réalisation du plan environnemental approuvé en 2014 a été reportée au mois d'août 2023 (paragraphe 69 ci-dessus). La procédure permettant d'atteindre les objectifs d'assainissement poursuivis se révèle donc d'une lenteur extrême (*Fadeïeva*, précité, §§ 126-127).

169. Entre-temps, le gouvernement est intervenu à maintes reprises par le biais de mesures urgentes (les décrets-lois « *salva-Ilva* » – paragraphes 47 et suivants ci-dessus) afin de garantir la continuation de l'activité de production de l'aciérie, et ce en dépit du constat par les autorités judiciaires

compétentes, fondé sur des expertises chimiques et épidémiologiques, de l'existence de risques graves pour la santé et pour l'environnement (paragraphe 76 ci-dessus, et, en ce qui concerne le rejet de la question de constitutionnalité, paragraphe 51 ci-dessus). Qui plus est, une immunité administrative et pénale a été reconnue aux personnes chargées de garantir le respect des prescriptions en matière environnementale, à savoir l'administrateur provisoire et le futur acquéreur de la société (paragraphe 59 et 68 ci-dessus).

170. À cela s'ajoute une situation d'incertitude découlant, d'une part, de la débâcle financière de la société (paragraphe 60 ci-dessus) et, d'autre part, de la possibilité, accordée au futur acquéreur, de reporter la réalisation de l'assainissement de l'usine (paragraphe 67 ci-dessus).

171. Le fait est que la gestion de la part des autorités nationales des questions environnementales tenant à l'activité de production de la société Ilva de Tarente est, aujourd'hui, dans l'impasse.

172. La Cour ne peut que constater la prolongation d'une situation de pollution environnementale mettant en danger la santé des requérants et, plus généralement, celle de l'ensemble de la population résidant dans les zones à risque, laquelle reste, en l'état actuel, privée d'informations quant au déroulement de l'assainissement du territoire concerné, notamment pour ce qui est des délais de mise en œuvre des travaux y afférents.

173. Eu égard à ce qui précède, la Cour constate que les autorités nationales ont omis de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection effective du droit des intéressés au respect de leur vie privée.

174. Ainsi, le juste équilibre à ménager entre, d'une part, l'intérêt des requérants de ne pas subir des atteintes graves à l'environnement pouvant affecter leur bien-être et leur vie privée et, d'autre part, l'intérêt de la société dans son ensemble n'a pas été respecté. Dès lors, il y a eu violation de l'article 8 de la Convention en l'espèce.

2. Article 13 de la Convention

175. La Cour rappelle que l'article 13 de la Convention garantit l'existence en droit interne d'un recours permettant à l'autorité nationale compétente de connaître du contenu d'un « grief défendable » fondé sur la Convention (*Z. et autres c. Royaume-Uni* [GC], n° 29392/95, § 108, CEDH 2001-V). L'objet de cet article est de fournir un moyen au travers duquel les justiciables peuvent obtenir, au niveau national, le redressement des violations de leurs droits garantis par la Convention, avant d'avoir à mettre en œuvre le mécanisme international de plainte devant la Cour (*Kudła c. Pologne* [GC], n° 30210/96, § 152, CEDH 2000-XI).

176. Eu égard aux conclusions auxquelles elle est parvenue quant à l'existence de voies de recours utiles et effectives permettant de soulever, devant les autorités nationales, des griefs ayant trait à l'impossibilité d'obtenir des mesures garantissant la dépollution des zones concernées par

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

29

les émissions nocives de l'usine Ilva (paragraphe 110 et suivants ci-dessus), la Cour estime qu'il y a lieu de conclure à la violation de l'article 13 de la Convention en l'espèce (*Di Sarno*, précité, §§ 116-118).

III. APPLICATION DE L'ARTICLE 46 DE LA CONVENTION

177. Les requérants de la requête n° 54264/15 sollicitent l'application de la procédure d'arrêt pilote, compte tenu du nombre de personnes potentiellement touchées par la situation en cause. Ils demandent notamment à ce que les autorités italiennes adoptent toutes les mesures législatives et administratives afin, d'une part, de cesser les activités à l'origine des violations qu'ils allèguent et, d'autre part, d'éliminer les conséquences dérivant de celles-ci. Les requérants demandent notamment que les autorités nationales procèdent à la suspension immédiate de l'activité la plus polluante (à savoir l'activité de six secteurs de l'établissement) et à la mise en place d'un plan de décontamination de l'usine et de la région limitrophe.

178. Le Gouvernement conteste cette demande et allègue avoir déjà adopté toutes les mesures nécessaires afin de faire face aux conséquences environnementales de l'activité de l'usine Ilva. Il fait aussi valoir que la solution de cette question environnementale implique une connaissance accrue de son contexte et du territoire qui ne peut être assurée que par l'État lui-même.

179. La Cour rappelle qu'un arrêt constatant une violation de la Convention entraîne pour l'État défendeur l'obligation juridique non seulement de verser aux intéressés les sommes allouées à titre de satisfaction équitable, mais aussi de choisir, sous le contrôle du Comité des Ministres, les mesures générales à adopter dans son ordre juridique interne afin de mettre un terme à la violation constatée par la Cour et d'en effacer autant que possible les conséquences. Il appartient au premier chef à l'État en cause de choisir, sous réserve du contrôle du Comité des Ministres, les moyens à utiliser dans son ordre juridique interne pour s'acquitter de son obligation au regard de l'article 46 de la Convention. Toutefois, pour aider l'État défendeur à remplir ses obligations au titre de l'article 46, la Cour peut chercher à lui indiquer le type de mesures générales, qu'il pourrait prendre pour mettre un terme à la situation constatée (*Broniowski c. Pologne* [GC], n° 31443/96, § 194, CEDH 2004-V; *Scoppola c. Italie (n° 2)* [GC], n° 10249/03, § 148, 17 septembre 2009 et *Volokitin et autres c. Russie*, n°s 74087/10 et 13 autres, § 46, 3 juillet 2018).

180. Or, à la lumière de ces principes, compte tenu de l'ensemble des circonstances de cette affaire et en particulier de la complexité technique des mesures nécessaires à l'assainissement de la zone concernée, qui relève de la compétence des autorités internes, la Cour estime qu'il n'est pas



30

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

nécessaire d'appliquer la procédure d'arrêt pilote (voir, *mutatis mutandis*, *Lakatos c. Hongrie*, n° 21786/15, §§ 89-91, 26 juin 2018).

181. En effet, il ne revient pas à la Cour d'adresser au Gouvernement des recommandations détaillées et à contenu prescriptif, telles que celles indiquées par les requérants. C'est au Comité des Ministres, agissant au sens de l'article 46 de la Convention, qu'il appartient d'indiquer au gouvernement défendeur les mesures qui, en termes pratiques, doivent être adoptées par celui-ci afin d'assurer l'exécution de ce jugement.

182. Dans ce contexte, il convient en tout cas de souligner que les travaux d'assainissement de l'usine et du territoire touché par la pollution environnementale occupent une place primordiale et urgente (voir, *mutatis mutandis*, *Torreggiani et autres c. Italie*, nos 43517/09 et 6 autres, § 99, 8 janvier 2013). Ainsi, le plan environnemental approuvé par les autorités nationales, et contenant l'indication des mesures et des actions nécessaires à assurer la protection environnementale et sanitaire de la population, devra être mis en exécution dans les plus brefs délais.

IV. SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

183. Aux termes de l'article 41 de la Convention,

« Si la Cour déclare qu'il y a eu violation de la Convention ou de ses Protocoles, et si le droit interne de la Haute Partie contractante ne permet d'effacer qu'imparfaitement les conséquences de cette violation, la Cour accorde à la partie lésée, s'il y a lieu, une satisfaction équitable. »

A. Dommage

184. Les requérants de la requête n° 54414/13 et ceux de la requête n° 54264/15 réclament respectivement 100 000 euros (EUR) et 20 000 EUR chacun pour dommage moral.

185. De plus, les requérants de la requête n° 54264/15 demandent une somme supplémentaire de 20 000 EUR, également pour dommage moral, pour chacun de ceux d'entre eux qui souffrent d'une pathologie ou qui ont perdu un proche en raison des émissions nocives de l'usine Ilva.

186. Le Gouvernement conteste ces prétentions.

187. Dans les circonstances de l'espèce, la Cour estime que les constats de violation de la Convention auxquels elle est parvenue constituent une réparation suffisante pour le dommage moral subi par les requérants.

B. Frais et dépens

188. Dans le cadre de la requête n° 54414/13, M^{es} Maggio et La Porta demandent respectivement 96 807,51 EUR et 29 335,61 EUR pour les frais et dépens engagés devant la Cour.



ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

31

189. Quant aux requérants de la requête n° 54264/15, ils réclament 41 535 EUR au même titre.

190. Le Gouvernement conteste ces prétentions.

191. Selon la jurisprudence de la Cour, un requérant ne peut obtenir le remboursement de ses frais et dépens que dans la mesure où se trouvent établis leur réalité, leur nécessité et le caractère raisonnable de leur taux. En l'espèce, compte tenu des documents dont elle dispose et de sa jurisprudence, la Cour estime raisonnable la somme de 5 000 EUR par requête pour la procédure devant elle et l'accorde aux requérants.

C. Intérêts moratoires

192. La Cour juge approprié de calquer le taux des intérêts moratoires sur le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne majoré de trois points de pourcentage.

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Décide* de joindre les requêtes ;
2. *Déclare* les requêtes irrecevables quant à la partie de celles-ci introduite par les requérants de la requête n° 54414/13 figurant sous les numéros 23, 35, 43 et 45 et par ceux de la requête n° 54264/15 figurant sous les numéros 4, 9, 18, 24, 25, 34, 40, 41, 42, 56, 88, 107, 111, 113 et 128 ;
3. *Déclare* le restant des requêtes recevable ;
4. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 8 de la Convention ;
5. *Dit* qu'il y a eu violation de l'article 13 de la Convention ;
6. *Dit* que le constat d'une violation fournit en soi une satisfaction équitable suffisante pour le dommage moral subi par les requérants concernés ;
7. *Dit*
 - a) que l'État défendeur doit verser par requête, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention, 5 000 EUR (cinq mille euros) aux requérants concernés, plus tout montant pouvant être dû par ceux-ci à titre d'impôt, pour frais et dépens,
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ce montant sera à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la



32

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;

8. *Rejette* la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 24 janvier 2019, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Renata Degener
Greffière adjointe

Linos-Alexandre Sicilianos
Président



ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

33

ANNEXE

REQUÊTE N° 54414/13

* MERGEFORMAT

N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence
1.	Francesco CORDELLA	29/01/1979	Tarente
2.	Livianna ANNICCHIARICO	24/04/1984	Tarente
3.	Mario BOJANO	02/04/1966	Tarente
4.	Pietro CAROLI	20/08/1949	Tarente
5.	Daniela CASAVOLA	04/10/1971	Tarente
6.	Milena CASTANEDA	07/03/1975	Tarente
7.	Maria Giovanna CHIARELLI	28/02/1958	Tarente
8.	Maddalena CIFARELLI	29/06/1976	Tarente
9.	Rossano Rocco COPPARI	08/08/1973	Tarente
10.	Derna D'ALTRI	07/07/1975	Tarente
11.	Rosa D'AMATO	30/03/1969	Tarente
12.	Ida D'ANGELO	11/01/1974	Tarente
13.	Emanuele DE GASPERIS	27/02/1970	Tarente
14.	Adele DE GIORGIO	22/01/1972	Tarente
15.	Serena DE SIATI	17/09/1977	Tarente
16.	Claudio D'INGEO	05/04/1971	Tarente
17.	Laura EPIFANI	18/12/1978	Tarente
18.	Ivana ETTORRE	25/02/1987	Tarente
19.	Mario FAZIO	20/03/1939	Tarente
20.	Raffaele FERRETTI	28/05/1959	Tarente
21.	Anna Maria FORNARO	13/11/1975	Tarente
22.	Maria FORNARO	04/02/1969	Tarente
23.	Danilo Luigi GIAFFREDA	10/12/1959	Leporano (Tarente)
24.	Patrizia GIANGRANDE	05/07/1970	Tarente
25.	Adele LABILE	12/09/1976	Tarente
26.	Giampiero LOVELLI	29/04/1967	Tarente
27.	Bartolomeo LUCARELLI	22/01/1976	Tarente
28.	Francesco MARUCCI	12/05/1977	Tarente
29.	Cosimo MINETOLA	06/11/1967	Tarente
30.	Nicola Alberto MORGESE	03/04/1969	Tarente



N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence
31.	Marianna NARDELLI	31/10/1983	Crispiano (Tarente)
32.	Armando NICOLINI	12/05/1978	Tarente
33.	Annamaria PACIFICO	17/09/1956	Tarente
34.	Violetta PAGANO	04/11/1963	Tarente
35.	Lucia PALUMMIERI	22/06/1953	Leporano (Tarente)
36.	Ilaria RESSA	02/12/1984	Tarente
37.	Carlo RUGGIERO	23/11/1972	Tarente
38.	Massimo RUGGIERO	05/10/1975	Tarente
39.	Angelo SACCO	17/04/1955	Tarente
40.	Gianluca SCARAMUZZINO	12/12/1973	Tarente
41.	Marco SCIALPI	08/08/1994	Tarente
42.	Roberto SCIALPI	07/11/1991	Tarente
43.	Daniela SPERA	10/05/1974	Grottaglie (Tarente)
44.	Claudio STALLO	08/11/1946	Tarente
45.	Elisa STALLO	09/04/1982	Bari
46.	Alessandro TAMBORRINO	19/11/1964	Tarente
47.	Antonietta TERRIBILE	13/11/1957	Tarente
48.	Francesco TROCCOLI	01/08/1981	Statte (Tarente)
49.	Tommaso TROCCOLI	20/05/1976	Tarente
50.	Marianna VALENTE	26/04/1978	Tarente
51.	Silvio VEO	12/09/1955	Tarente
52.	Filomena VITALE	15/04/1957	Tarente

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

35

REQUÊTE N° 54264/15

* MERGEFORMAT

N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence
1.	Lina AMBROGI MELLE	21/04/1955	Tarente
2.	Alessandro AGUSTO	21/07/1947	Tarente
3.	Marco AGUSTO	01/10/1985	Tarente
4.	Maria Ludovica AGUSTO	31/05/1944	San Marzano di San Giuseppe (Tarente)
5.	Pierluigi AGUSTO	29/08/1991	Tarente
6.	Stefano AGUSTO	04/07/1982	Tarente
7.	Teodoro AGUSTO	20/11/1941	Tarente
8.	Francesca ALBANO	10/07/1947	Tarente
9.	Giuditta ALVITO	19/01/1957	S. Giorgio Ionico (Tarente)
10.	Giuseppe ARMILI	23/02/1950	Tarente
11.	Umberto ATTOLINO	25/02/1964	Tarente
12.	Maria Elisa BASILE	08/05/1944	Tarente
13.	Maria BELLANDO RANDONE	02/08/1947	Tarente
14.	Antonio BIANCHI	02/03/1970	Tarente
15.	Maura BINETTI	13/12/1986	Tarente
16.	Michele CAFORIO	10/01/1957	Tarente
17.	Fabrizia CARANO	05/05/1967	Tarente
18.	Salvatore CARLUCCI	10/08/1981	Leporano (Tarente)
19.	Anna Lucia CARRERA	05/02/1967	Tarente
20.	Gianfranco CARRIGLIO	24/07/1948	Tarente
21.	Gianluca CASAMASSIMA	28/03/1972	Tarente
22.	Massimo CASTELLANA	19/02/1958	Tarente
23.	Egle CAVALLO	11/01/1962	Tarente
24.	Grazia Maria CAVALLO	03/08/1962	San Marzano di San Giuseppe (Tarente)
25.	Natale CECERE	05/02/1958	Castellaneta (Tarente)
26.	Maria CHETRY	04/07/1957	Statte (Tarente)
27.	Ernesta Loredana CIACCIA	05/05/1958	Tarente
28.	Tommaso CIACCIA	13/04/1979	Tarente
29.	Christian CICALA	10/10/1984	Tarente
30.	Monica CIRCOSTA	24/12/1970	Tarente
31.	Paola CONTE	20/03/1961	Tarente
32.	Saverio DE FLORIO	21/02/1963	Tarente



N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence
33.	Giuseppe DE MATTEIS	25/04/1961	Tarente
34.	Francesca Maria DE PADOVA	12/10/1966	San Marzano di San Giuseppe (Tarente)
35.	Vincenzo DE PALMIS	14/01/1956	Tarente
36.	Salvatore D'ERCHIA	24/05/1953	Massafra (Tarente)
37.	Valeria DI GIROLAMO	23/06/1990	Tarente
38.	Giovanni DI SUMMA	27/12/1938	Tarente
39.	Angelina DIFESCA	05/06/1952	Tarente
40.	Gabriella DINOI	17/12/1993	San Marzano di San Giuseppe (Tarente)
41.	Veronica DINOI	05/08/1989	San Marzano di San Giuseppe (Tarente)
42.	Cosima DONATELLI	31/03/1953	S. Giorgio Ionico (Tarente)
43.	Katia ELEFANTE	17/03/1988	Tarente
44.	Enrica ERAMO	06/05/1988	Tarente
45.	Paola ERCOLANI	19/08/1963	Tarente
46.	Loredana FABRIZIO	10/09/1965	Tarente
47.	Angelo FASANELLA	28/05/1956	Statte (Tarente)
48.	Danila FEDELE	20/04/1965	Tarente
49.	Alessandra FIUSCO	22/02/1973	Tarente
50.	Maria Luisa FORINA	22/09/1940	Tarente
51.	Angelo FORNARO	14/07/1934	Tarente
52.	Cosimo FORNARO	03/07/1962	Tarente
53.	Vincenzo FORNARO	10/05/1970	Tarente
54.	Vittorio Domenico FORNARO	02/11/1971	Tarente
55.	Alessio GABRIELE	05/05/1995	Tarente
56.	Maria GATTO	01/01/1961	Lecce
57.	Luigi GIANCIPOLI	02/08/1937	Tarente
58.	Oronza GRASSI	01/01/1960	Tarente
59.	Adriana LA GIOIA	01/08/1965	Tarente
60.	Lucia LACARBONARA	22/03/1982	Tarente
61.	Annamaria LARIZZA	08/06/1967	Tarente
62.	Davide LEGGIERI	30/10/1982	Tarente
63.	Antonio LENTI	17/06/1991	Tarente
64.	Cosimina LENTINI	26/12/1967	Tarente
65.	Pierluigi LIUZZI	01/07/1978	Tarente
66.	Fabio LOVELLI	21/12/1970	Tarente
67.	Giampiero LOVELLI	29/04/1967	Tarente
68.	Bartolomeo LUCARELLI	22/01/1976	Tarente
69.	Arturo MANNA	22/01/1965	Tarente

ARRÊT CORDELLA ET AUTRES c. ITALIE

37

N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence
70.	Gaetano MANZULLI	23/09/1957	Tarente
71.	Grazia MAREMONTI	12/05/1968	Tarente
72.	Attilio MARIANO	23/08/1945	Tarente
73.	Marco MARIANO	01/04/1981	Tarente
74.	Rosanna MARINÒ	29/08/1969	Tarente
75.	Letizia MARINOSCI	15/10/1932	Tarente
76.	Nicola MARZIA	24/04/1954	Tarente
77.	Lucia MINERBA	19/08/1968	Tarente
78.	Prospero MOBILIO	26/02/1939	Tarente
79.	Marinella MONFREDI	27/01/1962	Tarente
80.	Anna MONTERVINO	02/09/1976	Tarente
81.	Maria MONTERVINO	19/07/1960	Tarente
82.	Franca Bruna MOTTOLESE	27/01/1929	Tarente
83.	Luigi MUSIO	11/02/1957	Tarente
84.	Alessia NITTI	21/05/1985	Tarente
85.	Andrea OCCHINEGRO	07/12/1970	Tarente
86.	Eleonora OCCHINEGRO	10/09/1976	Tarente
87.	Fiorella OCCHINEGRO	03/08/1975	Tarente
88.	Valentina OCCHINEGRO	07/10/1979	Martina Franca (Tarente)
89.	Emanuele PADALINO	07/02/1959	Tarente
90.	Maria Pia PADOVANO	01/01/1955	Tarente
91.	Vincenza PADOVANO	27/08/1949	Tarente
92.	Cinzia PALMI	11/09/1954	Tarente
93.	Maria Rita PALUMBO	08/05/1960	Tarente
94.	Liliana PANESSA	08/04/1985	Tarente
95.	Giuseppe PESCARA	12/09/1966	Tarente
96.	Maria Anna PIGNATELLI	13/06/1949	Tarente
97.	Piero PILIEGO	11/08/1964	Tarente
98.	Grazia Pia POTENZA	07/02/1960	Tarente
99.	Giuseppe PRETE	01/03/1941	Tarente
100.	Maria Consiglia PUGLIESE	05/01/1963	Tarente
101.	Mirko PUGLIESE	06/04/1982	Crispiano (Tarente)
102.	Enrico QUARTO	13/01/1961	Tarente
103.	Camilla RICCIARDI	16/02/1947	Tarente
104.	Giuseppe ROBERTO	12/08/1953	Tarente
105.	Maria Antonietta ROSATI	19/08/1948	Tarente
106.	Daniele ROUSSIER FUSCO	01/09/1970	Tarente
107.	Antonia Cira RUBINO	10/02/1955	San Giorgio Ionico (Tarente)



N°.	Prénom NOM	Date de naissance	Lieu de résidence
108.	Adamaria SANTILLI	04/08/1968	Tarente
109.	Alessandro SCAPATI	13/04/1981	Tarente
110.	Antonio SCARCIGLIA	10/10/1960	Tarente
111.	Antonio SEMITAO	23/05/1947	Leporano (Tarente)
112.	Roberto SIGNORELLA	09/08/1960	Tarente
113.	Antonella STRADA	03/09/1979	San Marzano di San Giuseppe (Tarente)
114.	Vincenza TAGARELLI	25/10/1963	Tarente
115.	Carlo TAGARIELLO	23/06/1935	Tarente
116.	Mario TAGARTELLI	29/06/1978	Tarente
117.	Cataldo TALAMO	16/02/1967	Tarente
118.	Emma TARQUINIO	29/05/1955	Tarente
119.	Corrado TERRACCIANO	12/02/1931	Tarente
120.	Laura TERRACCIANO	02/01/1935	Tarente
121.	Fabiana TERRACCINA	21/03/1984	Tarente
122.	Pasquala TODISCO	05/12/1959	Tarente
123.	Santa Maria TOMASELLI	22/03/1948	Tarente
124.	Christian VALENTE	15/02/1996	Tarente
125.	Ciro VALENTE	14/07/1965	Tarente
126.	Cinzia ZANINELLI	16/03/1959	Tarente
127.	Donatella ZANINELLI	26/08/1955	Tarente
128.	Maria Crocifissa ZITO	04/09/1965	Fragagnano (Tarente)

© Ministero della Giustizia, Direzione generale del contenzioso e dei diritti umani.

Permission to re-publish this translation has been granted by the Italian Ministry of Justice for the sole purpose of its inclusion in the Court's database HUDOC

CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

PRIMA SEZIONE

CAUSA CORDELLA E ALTRI c. ITALIA

(Ricorsi nn. 54414/13 e 54264/15)

SENTENZA

STRASBURGO

24 gennaio 2019

Questa sentenza diverrà definitiva alle condizioni definite nell'articolo 44 § 2 della Convenzione. Può subire modifiche di forma.

Nella causa Cordella e altri c. Italia,
La Corte europea dei diritti dell'uomo (prima sezione), riunita in una camera composta da:

Linos-Alexandre Sicilianos, presidente,

Guido Raimondi,

Ledi Bianku,

Aleš Pejchal,

Krzysztof Wojtyczek,

Tim Eicke,

Gilberto Felici, giudici,

e da Renata Degener, cancelliere aggiunto di sezione

Dopo avere deliberato in camera di consiglio il 18 dicembre 2018,

Pronuncia la seguente sentenza, adottata in tale data:

PROCEDURA

1. All'origine della causa vi sono due ricorsi (n. 54414/13 e n. 54264/15) proposti contro la Repubblica italiana con i quali alcuni cittadini di questo Stato («i ricorrenti»), indicati nell'elenco allegato, hanno adito la Corte rispettivamente il 29 luglio 2013 e il 21 ottobre 2015 ai sensi dell'articolo 34 della Convenzione per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali («la Convenzione»).

2. I ricorrenti del ricorso n. 54414/13 sono stati rappresentati dall'avvocato S. Maggio, del foro di Taranto, e dall'avvocato D. Spera. Quest'ultima, che è anche parte ricorrente, è stata rappresentata in questa qualità dagli avvocati S. Maggio e L. La Porta.

3. I ricorrenti del ricorso n. 54264/15 sono stati rappresentati dall'avvocato A. Saccucci, del foro di Roma.

4. Il governo italiano («il Governo») è stato rappresentato dal suo ex agente, E. Spatafora, e dal suo co-agente M.L. Aversano



5. Denunciando gli effetti delle emissioni dell'industria siderurgica Ilva di Taranto sulla loro salute e sull'ambiente, i ricorrenti lamentavano, tra l'altro, una violazione dei loro diritti alla vita, al rispetto della vita privata e a un ricorso effettivo (articoli 2, 8 e 13 della Convenzione).

6. Il 27 aprile 2016 le doglianze relative agli articoli 2, 8 e 13 della Convenzione sono state comunicate al Governo e i ricorsi sono stati dichiarati irricevibili per il resto conformemente all'articolo 54 § 3 del regolamento della Corte.

7. Inoltre, l'ISDE (International Society of Doctors for Environment), il Clinical Program (facoltà di giurisprudenza, università di Torino), la società Riva Fire S.p.a. e altre società del Gruppo Riva, autorizzati dal presidente a intervenire nella procedura, hanno presentato osservazioni in qualità di terzi intervenienti (articolo 36 § 2 della Convenzione e articolo 44 § 3 del regolamento della Corte). Il 13 settembre 2018 il presidente ha tuttavia deciso di non inserire nel fascicolo le osservazioni della società Riva Fire S.p.a. e delle altre società del Gruppo Riva, in quanto queste ultime non soddisfacevano le condizioni previste per l'intervento di terzi (articolo 44 § 5 del regolamento della Corte).

IN FATTO

I. LE CIRCOSTANZE DEL CASO DI SPECIE

A. La società Ilva S.p.a. («la società Ilva»)

8. Specializzata nella produzione e lavorazione dell'acciaio, la società Ilva iniziò ad operare nel settore siderurgico agli inizi del XX secolo a Genova (Liguria). Lo Stato divenne poi il suo principale azionista.

9. Lo stabilimento di Taranto (Puglia) cominciò ad operare nel 1965.

10. Nel 1995 la società Ilva fu privatizzata, acquistata dal gruppo Riva. In considerazione del suo stato di insolvenza, fu poi posta in amministrazione straordinaria (paragrafo 60 infra).

11. L'impatto delle emissioni prodotte dagli stabilimenti della società Ilva sull'ambiente e sulla popolazione locale è da anni oggetto di un ampio dibattito. Nel 2002, le autorità giudiziarie ordinarono la chiusura della cokeria di uno degli stabilimenti della società Ilva, situato a Cornigliano (Genova), poiché alcuni studi epidemiologici avevano dimostrato un nesso tra le particelle emesse dallo stabilimento e il tasso di mortalità della popolazione, che è molto più elevato nel quartiere interessato rispetto a quello osservato negli altri quartieri della città. Nel 2005 fu chiuso anche uno degli altiforni dello stabilimento di Cornigliano.

12. L'intera produzione della zona a caldo di questo stabilimento fu quindi trasferita a Taranto. Lo stabilimento che si trova in questa città è il sito più importante della società e il più grande complesso industriale siderurgico d'Europa. Oggi si estende su una superficie di circa 1.500 ettari e conta circa undicimila dipendenti.

B. La situazione dei ricorrenti e gli studi scientifici

13. I ricorrenti risiedono o hanno risieduto nella città di Taranto (che conta circa 200.000 abitanti) o nei comuni limitrofi. I dettagli relativi ai loro luoghi di residenza sono riportati nell'elenco allegato.



14. L'impatto delle emissioni prodotte dallo stabilimento sull'ambiente e sulla salute della popolazione locale è stato oggetto di diversi rapporti scientifici, le cui principali informazioni sono riassunte qui di seguito.

1. I rapporti del Centro europeo ambiente e salute (organismo dell'OMS - Organizzazione mondiale della sanità)

15. Nel 1997 il Centro europeo ambiente e salute pubblicò una relazione che mostrava una situazione di rischio per la salute della popolazione residente nei comuni che erano stati classificati «ad elevato rischio di crisi ambientale» da una decisione del Consiglio dei ministri del 30 novembre 1990 (paragrafo 32), soprattutto a causa dell'inquinamento industriale generato dall'Ilva per il periodo 1980-1987.

16. Un altro rapporto dello stesso organismo, pubblicato nel 2002, aggiornò i risultati di questo primo rapporto fino al 1994. In base a questo secondo rapporto, il tasso di mortalità maschile per tumori nella zona di Taranto era superiore del 10,6% rispetto a quello osservato nella regione, e anche il rischio di mortalità femminile era più elevato rispetto alla media regionale, tra l'altro per cause tumorali.

2. Il rapporto 2002 dell'ARPA (Agenzia regionale per la prevenzione e la protezione dell'ambiente)

17. L'ARPA fu istituita in Puglia nel 1999. Secondo il suo rapporto del 2002, diversi studi pubblicati da due organismi locali (l'Osservatorio Epidemiologico della Regione Puglia e l'AUSL, l'Azienda sanitaria locale), nazionali (l'Istituto Superiore di Sanità e l'ENEA, l'Agenzia nazionale per le nuove tecnologie, l'energia e l'ambiente) e internazionali (l'Organizzazione mondiale della sanità) avevano evidenziato un aumento dei tumori (in particolare del polmone, della pleura e dell'apparato digestivo) nella zona detta «ad elevato rischio ambientale» a partire dagli anni 70.

18. Secondo questo stesso rapporto, anche altri studi avevano dimostrato la presenza nell'aria di un'alta concentrazione di molte sostanze inquinanti, di cui era riconosciuta la pericolosità per la salute umana.

3. Lo studio epidemiologico del 2009

19. Nel 2009, fu condotto uno studio epidemiologico pubblicato su una rivista specializzata («Analisi statistica dell'incidenza di alcune patologie tumorali nella provincia di Taranto, 1999-2002» - EP anno 33 (1-2) gennaio-aprile 2009) da membri dell'Osservatorio Epidemiologico della Regione Puglia, dell'Università di Bari e dell'Agenzia Regionale per la Protezione Ambientale. Lo studio mise in evidenza un aumento dei tumori del polmone, della vescica e della pleura negli uomini della zona interessata. L'area geografica interessata era la provincia di Taranto (circa 580.000 abitanti), che comprende 29 comuni.

4. Il rapporto «Ambiente e salute a Taranto: evidenze disponibili e indicazioni di sanità pubblica» del 22 ottobre 2012, noto come «Rapporto SENTIERI» (Studio Epidemiologico Nazionale del Territorio e degli Insediamenti Esposti a Rischio Inquinamento) del 2012.

20. Il rapporto SENTIERI del 2012, redatto a cura dell'Istituto Superiore di Sanità su richiesta del Ministero della Salute, formulò delle raccomandazioni per gli interventi di

sanità pubblica sulla base dei dati riguardanti le cause di mortalità nei siti di bonifica di interesse nazionale (SIN) (paragrafo 34 infra) per il periodo 1995-2009.

21. Ne risultava che, tenuto conto dell'inquinamento ambientale della regione interessata causato dalle emissioni dello stabilimento Ilva, in funzione della distanza tra il luogo di residenza delle persone interessate e i siti di emissioni nocive presi in considerazione, esisteva un nesso causale tra l'esposizione ambientale ad agenti cancerogeni inalabili e lo sviluppo di tumori dei polmoni e della pleura e di patologie del sistema cardiocircolatorio.

22. Più in dettaglio, il rapporto mostrava che i decessi di uomini e donne che risiedevano nella regione per tumori, malattie del sistema circolatorio e altre patologie erano numericamente superiori alla media regionale e nazionale.

5. Il rapporto «Mortalità, incidenza oncologica e ricoveri ospedalieri nei siti di interesse nazionale per le bonifiche» del 14 maggio 2014, detto «rapporto SENTIERI» del 2014

23. Secondo il rapporto SENTIERI del 2014, il tasso di mortalità nel SIN di Taranto era generalmente superiore alla media regionale, sia per gli uomini che per le donne e i bambini.

24. Secondo questo stesso rapporto, anche il numero di ricoveri per tumori e patologie del sistema cardiocircolatorio era superiore rispetto alla media regionale.

6. Lo studio di coorte dell'agosto 2016 sugli effetti delle esposizioni (ambientali e sui luoghi di lavoro) sulle patologie e sulla mortalità della popolazione residente a Taranto, («lo studio di coorte»).

25. Condotta dal Dipartimento di Epidemiologia del Servizio Sanitario della Regione Lazio, dall'ARPA, dal Centro Salute e Ambiente Puglia e dalla ASL (agenzia sanitaria locale) di Taranto, lo studio di coorte riguardò 321.356 persone residenti nei comuni di Taranto, Massafra e Statte tra il 1 gennaio 1996 e il 31 dicembre 2010.

26. Questo studio dimostrò un nesso causale tra l'esposizione al ⁴PM10 e al ⁵SO2 di origine industriale, dovuta all'attività produttiva dell'Ilva, e l'aumento della mortalità per cause naturali, tumori, malattie renali e cardiovascolari tra i residenti.

7. Il rapporto del Registro Tumori di Taranto del 2016, relativo agli anni 2006-2011.

27. Il rapporto del Registro Tumori di Taranto del 2016, che ha fatto seguito ad un primo studio del 2014, confermò una maggiore incidenza neoplastica nel comune di Taranto rispetto al resto della provincia, tra l'altro per il cancro dello stomaco, del colon, del fegato, del polmone, dei reni, della vescica, della tiroide, del seno, dell'utero e della prostata.

8. Il rapporto dell'ARPA del 2016

28. Secondo il rapporto dell'ARPA del 2016 («Rapporto complementare sul controllo del deposito di diossina a Taranto»), che faceva seguito al riesame dell'autorizzazione ambientale integrata accordata alla società Ilva (paragrafo 45 infra), riguardante l'attività di sei stazioni di monitoraggio della qualità dell'aria, il livello di diossina nel quartiere Tamburi (Taranto) era eccessivo rispetto a quello autorizzato.



9. Il rapporto dell'ARPA del 2017

29. Il rapporto dell'ARPA del 2017 basato peraltro sui dati del Registro Tumori di Taranto, («Valutazione del danno sanitario - Stabilimento della società Ilva di Taranto») rilevò che permaneva una situazione di criticità sanitaria nella zona «ad elevato rischio ambientale» e nel SIN di Taranto, dove il tasso di mortalità e di ricoveri ospedalieri per alcune patologie oncologiche, cardiovascolari, respiratorie e digestive era superiore rispetto alla media regionale.

30. Inoltre, secondo il rapporto dell'ARPA, esisteva un nesso causale tra le emissioni industriali e i danni alla salute nella zona di Taranto. Di conseguenza, il suddetto rapporto raccomandava di continuare il monitoraggio epidemiologico della popolazione e di mettere in atto tutte le misure idonee a garantire la salute della popolazione, compreso l'uso delle «migliori tecniche disponibili» (paragrafo 44 infra) per il contenimento delle emissioni industriali inquinanti.

31. Peraltro, sempre secondo questo rapporto, all'epoca in cui lo stesso è stato redatto, le emissioni industriali erano ridotte a causa della chiusura temporanea di gran parte della cokeria, una delle principali fonti di sostanze inquinanti cancerogene. Tuttavia, era stato osservato che la situazione sarebbe cambiata drasticamente con la ripresa del funzionamento degli impianti nel loro complesso, fatto che avrebbe avuto un impatto certo sulla salute delle persone.

C. Le misure amministrative e legislative

1. L'approvazione del piano di disinquinamento della provincia di Taranto

32. Con deliberazione del 30 novembre 1990, il Consiglio dei Ministri individuò i comuni «ad elevato rischio di crisi ambientale» (comuni di Taranto, Crispiano, Massafra, Montemesola e Statte) e chiese al Ministero dell'Ambiente di istituire un piano di disinquinamento per il risanamento del territorio

33. Con decreto del 15 giugno 1995, il Ministero dell'Ambiente istituì una commissione composta da membri del governo, del consiglio regionale della Puglia e delle istituzioni locali allo scopo di raccogliere i dati necessari alla realizzazione del suddetto piano. Tra le altre cose, il Ministero ordinò la realizzazione di studi epidemiologici e la creazione di un registro dei tumori per raccogliere dati statistici sull'evoluzione delle patologie tumorali nel territorio interessato

34. Con decreto del Ministero dell'Ambiente del 10 gennaio 2000, che faceva seguito alla legge n. 426/2008, i comuni di Taranto e Statte sono stati inseriti nei SIN (paragrafo 20 supra).

35. Nel frattempo, con il decreto n. 196 del 30 novembre 1998, il Presidente della Repubblica aveva approvato il piano di risanamento. Ciò riguardava l'intera area detta «ad alto rischio ambientale».

2. Gli accordi tra la società Ilva e le autorità pubbliche

36. Nel 2003 e nel 2004, la società Ilva e gli amministratori locali conclusero diversi atti d'intesa al fine di porre in essere delle misure per ridurre l'impatto ambientale dell'impianto.



37. Il 23 ottobre 2006 il Consiglio Regionale della Puglia e la società Ilva firmarono un accordo con il quale la società si impegnava a misurare le emissioni di diossina e a designare un ente terzo (il Consiglio Nazionale delle Ricerche) allo scopo di individuare le principali fonti di emissioni di particolati pesanti.

38. La prima campagna di monitoraggio delle emissioni di diossina della più grande delle duecento ciminiere dell'acciaieria di Taranto iniziò nel 2007. Poiché all'epoca le autorità regionali non disponevano degli strumenti per misurare le diossine e gli altri microinquinanti, il campionamento fu affidato a organismi terzi.

39. Nel 2008 l'ARPA, che disponeva ora degli strumenti di controllo necessari, pubblicò i primi risultati dei controlli effettuati, che dimostravano che, nel quartiere di Tamburi (Taranto), le emissioni di benzopirene nel PM10 erano superiori ai limiti consentiti.

3. Misure legislative e regionali relative alla contaminazione da diossina

40. Con la legge regionale n. 44 del 19 dicembre 2008, il Consiglio Regionale della Puglia fissò per la prima volta i limiti di emissioni di diossina consentiti nell'ambito dell'attività industriale.

41. Un rapporto dell'ARPA del 2010 segnalò la contaminazione da diossina della carne animale che sarebbe potuta entrare nella catena alimentare umana. Le autorità regionali ordinarono di conseguenza l'abbattimento di quasi duemila capi di bestiame, vietarono il pascolo e ordinarono la distruzione del fegato delle pecore e delle capre in un raggio di 20 km intorno alla fabbrica.

42. Con decreto n. 155 del 13 agosto 2010, adottato ai sensi della direttiva 2008/50/CE sulla qualità dell'aria, il termine per rientrare nei limiti autorizzati per la produzione di inquinanti fu fissato al 31 dicembre 2012.

43. La legge regionale n. 3 del 28 febbraio 2011 stabilì che, in caso di superamento della soglia di emissione di benzopirene accettata, il ritorno ai valori autorizzati doveva essere raggiunto «il più presto possibile».

4. L'AIA (autorizzazione integrata ambientale)

44. In data 4 agosto 2011 il Ministero dell'Ambiente concesse all'Ilva una prima AIA, consentendo alla società di continuare la sua attività produttiva, previa adozione di misure volte a ridurre l'impatto delle emissioni inquinanti sull'ambiente, in particolare attraverso l'utilizzo delle «migliori tecniche disponibili» (best available techniques - BAT).

45. Su richiesta del Presidente della Regione Puglia e sulla base dei dati emersi dal monitoraggio ARPA (che segnalavano il superamento delle emissioni autorizzate di benzopirene), il 27 ottobre 2012 fu concessa una seconda AIA, che modificava la prima e stabiliva nuove condizioni (paragrafo 28 supra).

46. Queste ultime, che riprendevano le misure di tutela dell'ambiente e della salute contenute nella prima decisione di sequestro preventivo (paragrafo 77 infra) prevedevano, in particolare, il rispetto dei limiti di emissioni e delle norme applicabili in materia di salute e di sicurezza, nonché l'obbligo di trasmettere un rapporto trimestrale sull'applicazione delle misure necessarie per conseguire i risultati in termini di miglioramento dell'impatto ambientale dello stabilimento,



5. I decreti legge «salva-Ilva», e i testi relativi alla amministrazione straordinaria e alla procedura di vendita della società

47. A partire dalla fine del 2012, il governo ha adottato diversi testi, tra cui i decreti legge detti decreti legge «salva-Ilva», riguardanti l'attività della società Ilva.

a) Il decreto legge n. 207 del 3 dicembre 2012, convertito nella legge n. 231 del 24 dicembre 2012

48. Il decreto legge n. 207 del 3 dicembre 2012, recante «Disposizioni urgenti a tutela della salute, dell'ambiente e dei livelli di occupazione, in caso di crisi di stabilimenti industriali di interesse strategico nazionale», autorizzò l'Ilva a proseguire la propria attività per un periodo non superiore a trentasei mesi, fermo restando il rispetto delle prescrizioni imposte dall'AIA del 2012.

49. Il 22 gennaio 2013 il giudice per le indagini preliminari («il GIP») di Taranto sollevò dinanzi alla Corte Costituzionale una questione di legittimità costituzionale in merito alla parte di questo decreto legge che autorizzava la società a proseguire la sua attività, nonostante le emissioni nocive, e a rientrare in possesso dei suoi beni e del suo stabilimento, nonostante il sequestro giudiziario disposto nel frattempo (paragrafo 77 infra). Secondo il giudice, il decreto legge violava, tra l'altro, il diritto alla salute e ad un ambiente sano, tutelato dall'articolo 32 della Costituzione.

50. Con la sentenza n. 85 del 9 aprile 2013, la Corte Costituzionale dichiarò manifestamente infondata la questione sottoposta. Ritenne che l'attività produttiva della società potesse legittimamente proseguire, a condizione che fossero rispettate le misure di controllo e di tutela previste nell'AIA del 2012 e che, in caso di violazione, fossero applicate le sanzioni previste dalla legge.

51. Secondo la Corte Costituzionale, il decreto legge controverso prevedeva quindi un percorso di risanamento ambientale che teneva conto del diritto alla salute e all'ambiente, da un lato, e del diritto al lavoro, dall'altro, entrambi garantiti dalla Costituzione.

b) Il decreto legge n. 61 del 4 giugno 2013, convertito nella legge n. 89 del 3 agosto 2013

52. Tenuto conto dei gravi e significativi pericoli per la salute e per l'ambiente derivanti dall'attività produttiva dell'Ilva oltre che del mancato rispetto delle prescrizioni contenute nell'AIA del 2012, constatato nel frattempo dalle autorità competenti, il decreto legge n. 61 del 4 giugno 2013 prevede la nomina di un commissario straordinario incaricato della gestione della società per un periodo fino a trentasei mesi.

53. Dispose anche che dovesse essere nominato un comitato di esperti. Una volta istituito, quest'ultimo propose al Ministero dell'Ambiente un piano che prevedeva delle misure per la tutela dell'ambiente e della salute dei lavoratori e della popolazione («il piano ambientale»), contenente anche le azioni da intraprendere e le scadenze per la loro attuazione al fine di garantire il rispetto dell'AIA.

54. Il piano ambientale fu approvato dal Ministero dell'Ambiente con decreto n. 53 del 3 febbraio 2014, e tale approvazione equivaleva a una modifica dell'AIA.



c) Il decreto legge n. 101 del 31 agosto 2013, convertito nella legge n. 125 del 30 ottobre 2013.

55. Il decreto legge n. 101 del 31 agosto 2013, recante «Disposizioni in materia di imprese di interesse strategico nazionale», autorizzò, tra l'altro, la costruzione di discariche per rifiuti speciali, pericolosi e non pericolosi localizzate nel perimetro dell'impianto produttivo dell'Ilva al fine di garantire l'attuazione delle misure previste dal piano di tutela ambientale.

d) Il decreto legge n. 136 del 10 dicembre 2013, convertito nella legge n. 6 del 6 febbraio 2014

56. Ai sensi del decreto legge n. 136 del 10 dicembre 2013, che prevedeva «Disposizioni urgenti dirette a fronteggiare emergenze ambientali e industriali e favorire lo sviluppo delle aree interessate», le misure previste dal piano ambientale erano considerate attuate quando: (i) alla data di inizio della gestione commissariale, la qualità dell'aria nella zona esterna allo stabilimento non era peggiorata e (ii) erano stati avviati gli interventi necessari ad ottemperare ad almeno l'80% delle prescrizioni contenute nell'AIA.

e) Il decreto legge n. 100 del 16 luglio 2014

57. Il decreto legge n. 100 del 16 luglio 2014, che prevede «Misure urgenti per la realizzazione del piano ambientale» indicava che almeno l'80% delle prescrizioni previste dal piano ambientale dovevano essere realizzate entro il 31 luglio 2015 e rimaneva il termine ultimo del 4 agosto 2016 per tutte le altre prescrizioni. Questo decreto legge requisiti devono essere realizzati entro il 4 agosto 2016. Tale decreto legge decadde per mancata conversione, ma le sue disposizioni furono reinserite nella legge n. 116 del 2014.

f) Il decreto legge n. 1 del 5 gennaio 2015, convertito nella legge n. 20 del 4 marzo 2015

58. Il decreto legge n. 1 del 5 gennaio 2015 stabiliva che il piano ambientale si considerava attuato quando, entro il 31 luglio 2015, l'80% delle prescrizioni in scadenza a quella data sarebbero state realizzate.

59. Inoltre, questo testo prevedeva che le misure poste in essere nell'ambito del suddetto piano non potessero dar luogo a responsabilità penale o amministrativa del commissario straordinario, in quanto le stesse costituivano adempimento delle migliori regole preventive in materia ambientale, di tutela della salute e dell'incolumità pubblica e di sicurezza sul lavoro.

g) Il decreto del Ministero dello Sviluppo Economico del 21 gennaio 2015

60. Con decreto del 21 gennaio 2015, il Ministero dello Sviluppo Economico ammetteva l'Ilva alla procedura di amministrazione straordinaria a causa del suo stato di insolvenza nel frattempo accertato.

h) Il decreto legge n. 92/2015

61. Il 18 giugno 2015 un altoforno dell'acciaiera di Taranto fu sottoposto a sequestro giudiziario nell'ambito di un procedimento penale per la morte di un operaio, investito da una colata di materiale incandescente.



62. Il decreto legge 92/2015 autorizzò la prosecuzione dell'attività dell'impianto per un periodo di dodici mesi a decorrere dalla data di sequestro dell'altoforno, in attesa degli adeguamenti alle norme di sicurezza sui luoghi di lavoro.

63. Questo testo fu poi oggetto di una sentenza della Corte Costituzionale (n. 58 del 23 marzo 2018) che ne dichiarò l'illegittimità costituzionale in quanto le autorità avevano finito per privilegiare in modo eccessivo l'interesse alla continuazione dell'attività produttiva a scapito della protezione dei diritti alla salute e alla vita tutelati dalla Costituzione.

Nel frattempo, le disposizioni di questo decreto legge, decaduto per mancata conversione, erano state reinserte nella legge n. 132 del 2015.

i) Il decreto legge n. 191 del 4 dicembre 2015, convertito nella legge n. 13 del 1 febbraio 2016

64. Ai sensi del decreto legge n. 191 del 4 dicembre 2015, che prevedeva «Disposizioni urgenti per la cessione a terzi dei complessi aziendali del Gruppo ILVA», venne disposta in favore dell'amministrazione straordinaria l'erogazione della somma di 300 milioni di euro (EUR) per far fronte alle indilazionabili esigenze finanziarie del Gruppo.

65. Inoltre, sempre in applicazione di questo decreto legge, il termine per l'attuazione del piano ambientale fu rinviato al 30 giugno 2017

j) Il decreto legge n. 98 del 9 giugno 2016, convertito nella legge n. 151 del 1° agosto 2016

66. A partire dal 2016, l'Ilva è stata oggetto di una procedura di vendita attraverso una gara d'appalto internazionale, attualmente in corso.

67. Nell'ambito delle «Disposizioni urgenti per il completamento della procedura di cessione dei complessi aziendali del Gruppo Ilva» previste dal decreto legge n. 98 del 9 giugno 2016, fu deciso che il futuro acquirente avrebbe potuto differire il termine per l'esecuzione del piano ambientale per un periodo non superiore a diciotto mesi. Fu inoltre deciso che tale termine sarebbe stato applicato a ogni altra misura di gestione ambientale riguardante l'Ilva e che avrebbe sostituito qualsiasi altro termine non ancora scaduto alla data di entrata in vigore del decreto legge.

68. Fu inoltre stabilito che il futuro acquirente dell'Ilva avrebbe potuto subordinare l'offerta di acquisto a modifiche del piano ambientale, che sarebbero state sottoposte ad un comitato di tre esperti. Infine, secondo il suddetto decreto legge, le immunità amministrative e penali erano estese al futuro acquirente dello stabilimento.

6. Il decreto del Presidente del Consiglio dei ministri del 29 settembre 2017

69. In applicazione del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 29 settembre 2017, il termine per l'esecuzione delle misure previste nel piano ambientale fu rinviato al mese di agosto 2023.

70. Con un ricorso volto all'annullamento e alla sospensione dell'esecuzione di questo decreto, la Regione Puglia e il Comune di Taranto denunciarono al TAR della Puglia le conseguenze ambientali e sanitarie della continua proroga dei termini per l'adempimento degli obblighi ambientali. Su questo argomento fu sollevata anche una questione di



legittimità costituzionalità. Secondo le informazioni contenute nei fascicoli, i relativi procedimenti sono attualmente pendenti.

D. I procedimenti penali

1. I procedimenti penali conclusi

71. Nei confronti dei dirigenti dell'Ilva furono avviati diversi procedimenti penali per disastro ecologico, avvelenamento di sostanze alimentari, mancata prevenzione degli infortuni sul luogo di lavoro, danni al patrimonio pubblico, emissioni di sostanze inquinanti e inquinamento atmosferico. Alcuni di questi procedimenti hanno dato luogo a condanne nel 2002, 2005 e 2007.

72. Tra l'altro, con sentenza n. 38936 del 28 settembre 2005, la Corte di Cassazione condannò i dirigenti dello stabilimento Ilva di Taranto per inquinamento atmosferico, scarico di materiali pericolosi ed emissioni di particolato, rilevando principalmente che la produzione di particolato era proseguita nonostante i numerosi accordi conclusi con le autorità territoriali nel 2003 e nel 2004 (paragrafo 36 supra).

2. I procedimenti penali pendenti

a) Il procedimento n. 938/10 e l'ordinanza di sequestro conservativo

73. Dinanzi alla corte d'assise di Taranto si svolse il procedimento n. 938/10 contro quarantaquattro persone fisiche e tre persone giuridiche, accusate di trentaquattro capi d'accusa per reati commessi tra il 1995 e il 2013 e relativi, tra l'altro, a: i) l'emissione di sostanze nocive per la salute e per l'ambiente che hanno comportato un grave rischio per la salute pubblica e hanno causato la morte di alcune persone residenti nelle zone adiacenti al sito di produzione dell'Ilva di Taranto e provocato patologie ad altre persone; ii) contaminazione delle acque, dei prodotti della terra e degli animali destinati all'alimentazione umana; iii) inquinamento ambientale dell'aria; iv) diffusione di informazioni riservate da parte di funzionari del Ministero degli Affari esteri incaricati della concessione dell'AIA.

74. Nel corso di tale procedimento furono formulate diverse accuse nei confronti, tra l'altro, dell'Ilva e del gruppo Riva, in particolare per il mancato rispetto degli obblighi di tutela della sicurezza e dell'ambiente. In questo procedimento, novecentodue persone, tra cui otto ²ricorrenti, si costituirono parte civile.

75. Il 30 marzo 2012, il GIP di Taranto ordinò una perizia chimica ed una epidemiologica al fine di valutare l'impatto delle emissioni dello stabilimento sull'ambiente e sulla salute delle persone.

76. Secondo il rapporto della perizia chimica, l'Ilva produceva gas e vapori pericolosi per la salute dei lavoratori e della popolazione locale. Nel rapporto si affermava inoltre che le misure imposte per evitare la dispersione di fumi e particelle nocive non erano state rispettate e che i valori di diossine, benzopirene e altre sostanze pericolose per la salute non erano conformi ai requisiti previsti dalle disposizioni regionali, nazionali ed europee. Secondo il rapporto della perizia epidemiologica, le patologie cardiovascolari, respiratorie e oncologiche erano aumentate a causa delle emissioni inquinanti prodotte dall'Ilva.

77. Sulla base di questi rapporti, il 25 luglio e il 26 novembre 2012, il GIP dispose il sequestro conservativo di sei impianti dello stabilimento oltre che dell'acciaio prodotto a partire dalla data di esecuzione del primo sequestro.

78. Nel frattempo, il 26 luglio 2012, diversi ministeri ed enti territoriali avevano firmato un protocollo d'intesa per la realizzazione di interventi urgenti di bonifica della città di Taranto, che a tale scopo prevedeva la creazione di un fondo di 336.668.320 EUR e la nomina di un commissario straordinario per la gestione dei conti di quest'ultimo.

79. Il 30 novembre 2012 il giudice respinse la richiesta di revoca del sequestro conservativo presentata dall'Ilva, osservando, tra l'altro, che le esigenze di intervento urgente per la tutela della popolazione locale non erano state prese in considerazione nell'ambito dell'AIA.

b) Il procedimento n. 9693/14

80. Il procedimento n. 9693/14 fu avviato a seguito della presentazione, da parte di un gruppo di cittadini, di una denuncia contro il commissario straordinario e il direttore dello stabilimento di Taranto per emissioni pericolose e gestione di rifiuti non autorizzate.

81. La procura chiese l'archiviazione del caso, in quanto era ancora pendente il termine per l'attuazione dell'AIA. Tuttavia, il 12 ottobre 2016 il GIP decise di proseguire le indagini.

c) La denuncia presentata nel 2013 da un gruppo di cittadini

82. Il 5 aprile 2013, sette persone, fra cui la ricorrente indicata al numero 43 (ricorso n. 54414/13), presentarono alla procura della Repubblica una denuncia per le emissioni inquinanti dello stabilimento Ilva e gli effetti di queste ultime sull'ambiente e sulla salute delle persone. L'esito di questa denuncia non è noto.

E. Le procedure dinanzi all'Unione europea

1. La sentenza della Corte di giustizia dell'Unione europea («la CGUE») del 31 marzo 2011 (causa C-50/10)

83. Con sentenza del 31 marzo 2011, la CGUE dichiarò che l'Italia si era sottratta agli obblighi cui era tenuta in forza della direttiva 2008/1/CE del Parlamento europeo e del Consiglio relativa alla prevenzione e alla riduzione integrate dell'inquinamento.

84. La CGUE rilevò che l'Italia aveva omesso di adottare le misure necessarie che avrebbero permesso alle autorità competenti di controllare che gli impianti industriali esistenti funzionassero conformemente a un sistema di autorizzazioni previsto da questa stessa direttiva.

2. Il parere motivato della Commissione europea del 16 ottobre 2014

85. Nell'ambito di una procedura di infrazione avviata nei confronti dell'Italia il 16 ottobre 2014, la Commissione europea ha emesso un parere motivato in cui chiede alle autorità italiane di porre rimedio ai gravi problemi di inquinamento riscontrati nel sito Ilva di Taranto. Essa osservò che l'Italia si era sottratta agli obblighi di garantire che l'acciaieria fosse conforme ai requisiti della direttiva sulle emissioni industriali (direttiva 2010/75/UE, che ha sostituito la direttiva 2008/1/CE a partire dal 7 gennaio 2014).



86. La Commissione europea osservò che l'elevato livello di emissioni derivanti dal processo di produzione dell'acciaio non era diminuito e che dal sito si sprigionavano dense nubi di particolato e di polveri industriali, con conseguenze gravi per l'ambiente e la salute della popolazione locale. Inoltre rilevò che prove di laboratorio evidenziavano un forte inquinamento dell'aria, del suolo, delle acque di superficie e delle falde acquifere sia sul sito dell'Ilva sia nelle zone adiacenti della città di Taranto.

II. IL DIRITTO INTERNO PERTINENTE

87. L'articolo 452 quater del codice penale (inserito nel codice penale dalla legge n. 68 del 22 maggio 2015) prevede che chiunque abusivamente cagiona un disastro ambientale è punito con la reclusione da cinque a quindici anni.

88. L'articolo 844 del codice civile prevede che il proprietario di un immobile non può impedire disturbi provenienti dal fondo del vicino se questi ultimi non superano la normale tollerabilità.

89. L'articolo 2043 del codice civile sancisce il principio del *neminem laedere*, ossia il dovere generale di non arrecare danni ad altri. Chiunque sostenga di aver subito un danno in violazione di questo principio può intentare un'azione per responsabilità.

90. L'articolo 2050 dello stesso codice civile sancisce il principio generale della responsabilità per l'esercizio delle «attività pericolose».

91. Gli articoli 309 e 310 del decreto legislativo n. 152/2006 prevedono la possibilità di presentare denunce e osservazioni al Ministero dell'Ambiente in caso di violazione delle norme ambientali e rammentano la possibilità di avviare un'azione di risarcimento dinanzi ai tribunali competenti.

IN DIRITTO

I. SULLA RIUNIONE DEI RICORSI

92. Tenuto conto della similitudine dei ricorsi, la Corte ritiene opportuno esaminarli congiuntamente in un'unica sentenza.

II. SULLA DEDOTTA VIOLAZIONE DEGLI ARTICOLI 2, 8 E 13 DELLA CONVENZIONE

93. Invocando gli articoli 2 e 8 della Convenzione, i ricorrenti lamentano una violazione del loro diritto alla vita e al rispetto della vita privata. Contestano allo Stato di non aver adottato le misure giuridiche e regolamentari volte a proteggere la loro salute e l'ambiente, e di aver omesso di fornire le informazioni sull'inquinamento e sui rischi correlati per la loro salute.

94. Libera di qualificare giuridicamente i fatti, la Corte constata che questi motivi di ricorso si confondono e ritiene appropriato esaminare congiuntamente le doglianze dei ricorrenti unicamente dal punto di vista dell'articolo 8 della Convenzione (Radomilja e altri c. Croazia [GC], nn. 37685/10 e 22768/12, 20 marzo 2018). Questa disposizione è così formulata:

<1. Ogni persona ha diritto al rispetto della propria vita privata (...).

2. Non può esservi ingerenza di una autorità pubblica nell'esercizio di tale diritto a meno che tale ingerenza sia prevista dalla legge e costituisca una misura che, in una società

democratica, è necessaria alla sicurezza nazionale, alla pubblica sicurezza, al benessere economico del paese, alla difesa dell'ordine e alla prevenzione dei reati, alla protezione della salute o della morale, o alla protezione dei diritti e delle libertà altrui.»

95. In base all'articolo 13 della Convenzione, i ricorrenti sostengono di avere subito una violazione del loro diritto a un ricorso effettivo. Questa disposizione è così formulata:

«Ogni persona i cui diritti e le cui libertà riconosciuti nella (...) Convenzione siano stati violati, ha diritto a un ricorso effettivo davanti a un'istanza nazionale, anche quando la violazione sia stata commessa da persone che agiscono nell'esercizio delle loro funzioni ufficiali.»

A. Sulle eccezioni preliminari del Governo

1. Sulla qualità di «vittima» dei ricorrenti

a) La tesi del Governo

96. Il Governo contesta la qualità di vittima dei ricorrenti. A tale riguardo afferma che esso può essere stabilito solo all'esito dei procedimenti interni che vertono sui motivi di ricorso sollevati poi dinanzi alla Corte.

97. Afferma, inoltre, che le doglianze dei ricorrenti sono generiche e non fanno riferimento a situazioni particolari, e che non forniscono alcun elemento fattuale a sostegno della tesi secondo cui gli interessati avrebbero concretamente subito un danno. I presenti ricorsi sarebbero pertanto solo una *actio popularis*.

98. Il Governo afferma inoltre che la maggior parte dei ricorrenti vive in comuni diversi da quello direttamente interessato dall'inquinamento ambientale, ossia la città di Taranto.

b) La tesi dei ricorrenti

99. I ricorrenti rispondono che tutti risiedono o hanno risieduto tutte nella città di Taranto o nei comuni limitrofi e che l'inquinamento di queste città da emissioni nocive dello stabilimento Ilva è una certezza riconosciuta dalle autorità pubbliche. Inoltre, alcuni di loro hanno prodotto certificati medici che attestano malattie contratte da loro stessi o dai loro parenti.

c) La valutazione della Corte

100. La Corte rammenta che il meccanismo di controllo della Convenzione non può ammettere l'*actio popularis* (Perez c. Francia [GC], n. 47287/99, § 70, CEDU 2004-I, e Di Sarno e altri c. Italia, n. 30765/08, § 80, 10 gennaio 2012). Inoltre, né l'articolo 8 né qualsiasi altra disposizione della Convenzione garantiscono specificamente una protezione generale dell'ambiente in quanto tale (Kyrtatos c. Grecia, n. 41666/98, § 52, CEDU 2003 VI (estratti)).

101. Secondo la giurisprudenza della Corte, l'elemento cruciale che permette di determinare se, nelle circostanze di una causa, il danno ambientale abbia comportato violazione di uno dei diritti garantiti dal paragrafo 1 dell'articolo 8 è l'esistenza di un effetto nefasto sulla sfera privata o familiare di una persona, e non semplicemente il degrado generale dell'ambiente (Fadeieva c. Russia, n. 55723/00, § 88, CEDU 2005-IV).



102. Nella presente causa, la Corte rileva che i ricorrenti denunciano il danno derivante dalle emissioni nocive dello stabilimento Ilva di Taranto. I comuni interessati da queste emissioni sono stati individuati con deliberazione del Consiglio dei Ministri del 30 novembre 1990: si tratta delle città di Taranto, Crispiano, Massafra, Montemesola e Statte, che sono stati classificati «ad alto rischio ambientale». Inoltre, i comuni di Taranto e Statte sono stati inclusi nel SIN con decreto del Ministero dell’Ambiente del 10 gennaio 2000 (paragrafo 34 supra).

103. Poiché l’area direttamente interessata dagli effetti nocivi dell’Ilva è stata quindi definita da misure interne, la Corte constata che diciannove ricorrenti risiedono in comuni diversi da Taranto, Crispiano, Massafra, Montemesola e Statte² e che questi ricorrenti non hanno presentato prove tali da rimettere in discussione l’estensione di tale area.

104. Per quanto riguarda gli altri ricorrenti, la Corte rammenta che l’inquinamento in un determinato settore diventa potenzialmente pericoloso per la salute e il benessere di coloro che vi sono esposti. In ogni caso, si tratta di una presunzione che può non verificarsi in un caso determinato.

105. Rimane comunque il fatto che, nel caso di specie, dagli elementi di prova di cui dispone la Corte emerge che l’inquinamento ha inevitabilmente reso le persone che vi erano sottoposte più vulnerabili a varie malattie.

106. I numerosi rapporti e studi scientifici a disposizione della Corte (si veda in particolare il rapporto SENTIERI, paragrafi 20 e seguenti supra) attestano in effetti l’esistenza di un nesso di causalità tra l’attività produttiva della società Ilva di Taranto e la situazione sanitaria compromessa, in particolare nei comuni sopra menzionati. Per lo studio più recente in questa materia, la Corte fa riferimento anche al rapporto dell’ARPA del 2017, che ribadisce il nesso di causalità sopra menzionato e attesta la permanenza di uno stato di criticità sanitaria nella zona «ad alto rischio ambientale» e nel SIN di Taranto, dove il tasso di mortalità e di ricovero ospedaliero per alcune patologie oncologiche, cardiovascolari, respiratorie e digestive era superiore rispetto alla media regionale (paragrafo 29 supra).

107. L’inquinamento ha avuto senza dubbio conseguenze nefaste sul benessere dei ricorrenti interessati (si veda, a contrario, Kyrtatos, sopra citata, § 53, e, mutatis mutandis, Fadeieva, sopra citata, §§ 87 88 e Di Sarno, sopra citata, § 81).

108. Invece, i ricorrenti menzionati al paragrafo 103 supra non hanno dimostrato di essere stati personalmente colpiti dalla situazione denunciata. La Corte accetta pertanto l’eccezione sollevata a questo proposito dal Governo nella misura in cui questi ricorrenti sono interessati.

109. La Corte ritiene doversi respingere l’eccezione del governo convenuto per quanto riguarda gli altri ricorrenti.

2. Sul mancato esaurimento delle vie di ricorso interne

a) La tesi del Governo

110. Il Governo ritiene che i ricorrenti avrebbero potuto presentare una denuncia penale (tra l’altro, per disastro ambientale, ai sensi dell’articolo 452 quater del codice penale) e poi costituirsi parti civili.



111. Fa inoltre riferimento ai due procedimenti penali pendenti avviati nei confronti dei dirigenti della società Ilva per affermare che le questioni sottoposte all'esame della Corte sono oggetto di procedimenti nazionali tuttora in corso. Per quanto riguarda il primo di tali procedimenti, aggiunge che otto ricorrenti si sono costituiti parti civili e che gli altri potrebbero fare altrettanto.

112. Il Governo considera inoltre che i ricorrenti avevano anche la possibilità di intentare varie azioni ai sensi del codice civile e delle disposizioni in materia ambientale (paragrafi 87 e seguenti supra), oltre ad un provvedimento d'urgenza ai sensi dell'articolo 700 del codice di procedura civile e un'azione collettiva (class action) ai sensi della legge n. 15/2009.

113. Infine, ritiene che i ricorrenti avrebbero potuto sollevare una questione di costituzionalità nell'ambito di un procedimento giudiziario.

b) La tesi dei ricorrenti

114. I ricorrenti respingono l'eccezione di mancato esaurimento delle vie di ricorso interne, precisando che nessuno dei rimedi evocati dal Governo risponde alle loro doglianze. Affermano che queste ultime consistono non nella rivendicazione di una riparazione economica, bensì nella denuncia della mancata adozione da parte dello Stato di misure amministrative e legislative volte a proteggere la loro salute e l'ambiente, da una parte, e la contestazione dell'applicazione di misure che hanno permesso la continuazione, da parte della società Ilva, della sua attività inquinante, dall'altra.

115. I ricorrenti affermano inoltre che quelli tra loro che si sono costituiti parti civili nel procedimento n. 938/10 sono stati privati della possibilità di ottenere una compensazione in quanto la società Ilva è stata posta in amministrazione straordinaria. In ogni caso, affermano che gli altri ricorrenti non potrebbero più - contrariamente alle affermazioni del Governo - costituirsi parti civili in questo procedimento, in quanto i termini per farlo sono scaduti.

116. Per quanto riguarda il procedimento n. 9693/14, i ricorrenti riferiscono che il procuratore di Taranto ne ha chiesto l'archiviazione a causa, da una parte, del rinvio del termine per l'attuazione dell'AIA e, dall'altra, del riconoscimento dell'immunità alle parti in causa nell'ambito dei decreti legge «salva-Ilva».

117. Per quanto riguarda l'articolo 452 quater del codice penale, i ricorrenti affermano che esso è privo di effettività nel loro caso, in quanto, a loro parere, tale disposizione riguarda situazioni in cui, contrariamente a quella del caso di specie, i fatti si svolgono in assenza di un'autorizzazione legale o amministrativa.

118. Essi aggiungono che, in ogni caso, i tribunali interni finora hanno respinto le domande di risarcimento presentate in sede civile e condannato i richiedenti alle spese (i ricorrenti fanno riferimento a una sentenza del tribunale di Taranto, n. 2375, del 20 luglio 2016).

119. Inoltre, essi ritengono che neanche il ricorso amministrativo indicato dal Governo (articolo 309 del decreto legislativo n. 152/2006) avrebbe possibilità di successo poiché, a loro parere, il ministero dell'Ambiente sarebbe chiamato a rimettere in discussione dei decreti legge emessi dal governo. Per di più, l'azione di annullamento di atti amministrativi (articolo 29 del codice di procedura amministrativa) non potrebbe essere esercitata per contestare dei decreti.



120. Infine, i ricorrenti affermano che un'azione collettiva non può porre rimedio alle loro doglianze in quanto essi chiedono l'adozione di atti normativi, che sarebbe espressamente esclusa dal decreto legislativo n. 198/2009 (che introduce tale mezzo di ricorso).

c) La valutazione della Corte

121. La Corte rammenta che la regola dell'esaurimento delle vie di ricorso interne contenuta nell'articolo 35 § 1 della Convenzione mira a dare agli Stati contraenti l'occasione per prevenire o riparare le violazioni dedotte contro questi ultimi prima che le stesse le vengano sottoposte. Questa regola si basa sull'ipotesi, oggetto dell'articolo 13 della Convenzione - e con il quale essa presenta strette affinità - che l'ordinamento interno offre un ricorso effettivo per quanto riguarda la violazione dedotta. Perciò, essa costituisce un aspetto importante del principio secondo cui il meccanismo di salvaguardia istituito dalla Convenzione riveste un carattere sussidiario rispetto ai sistemi nazionali di tutela dei diritti umani (Vučković e altri c. Serbia (eccezione preliminare) [GC], nn. 17153/11 e altri 29, §§ 69-77, 25 marzo 2014).

122. La Corte rammenta inoltre che, in virtù della regola dell'esaurimento delle vie di ricorso interne espressa nell'articolo 35 § 1 della Convenzione, un ricorrente deve avvalersi dei ricorsi normalmente disponibili e sufficienti per permettergli di ottenere riparazione delle violazioni da lui dedotte, restando inteso che spetta al Governo che eccepisce il mancato esaurimento convincerla che il ricorso evocato era effettivo e disponibile sia in teoria che in pratica all'epoca dei fatti, ossia che era accessibile e poteva offrire al ricorrente la riparazione per quanto da lui lamentato, e presentava prospettive ragionevoli di successo (si vedano, tra altre, Akdivar e altri c. Turchia, 16 settembre 1996, Recueil, § 66, e Giacobbe e altri c. Italia, n. 16041/02, § 63, 15 dicembre 2005). Del resto, secondo i «principi di diritto internazionale generalmente riconosciuti», alcune circostanze particolari possono dispensare il ricorrente dall'obbligo di esaurire i ricorsi interni che gli sono offerti (Selmouni, sopra citata, § 75).

123. Nella fattispecie, la Corte osserva che le doglianze dei ricorrenti riguardano l'assenza di misure volte ad assicurare il disinquinamento del territorio in questione. Essa rileva altresì che il risanamento della zona interessata è un obiettivo perseguito da più anni dalle autorità competenti, ma senza successo. Tenuto conto anche degli elementi presentati dai ricorrenti e in assenza di precedenti giurisprudenziali pertinenti, la Corte ritiene che nessun tentativo di natura penale, civile o amministrativa possa rispondere a tale obiettivo nel caso di specie.

124. In questo contesto, la Corte non può ignorare l'immunità penale e amministrativa accordata all'amministratore straordinario nell'attuazione delle misure raccomandate dal piano ambientale (prevista dal decreto legge n. 1 del 5 gennaio 2015 - paragrafo 59 supra), e l'estensione di tale immunità al futuro acquirente dell'edificio (paragrafo 68 supra).

125. Per quanto riguarda la possibilità di sollevare le doglianze dinanzi alla Corte costituzionale, è sufficiente rammentare che la Corte ha indicato molte volte che, nell'ordinamento giuridico italiano, la persona sottoposta alla giustizia non gode di un accesso diretto alla Corte costituzionale: in effetti, soltanto una giurisdizione che esamina il merito di una causa ha la facoltà di adire questa alta giurisdizione, su richiesta di una parte o d'ufficio. Pertanto, tale domanda non può essere considerata un ricorso di cui la Convenzione esige l'esercizio (si vedano, tra le altre, Brozicek c. Italia n. 10964/84, 19 dicembre 1989, § 34, serie A n. 167, Immobiliare Saffi c. Italia [GC], n. 22774/93, § 42, CEDU 1999 V, C.G.I.L. e Cofferati c. Italia, n. 46967/07, § 48, 24 febbraio 2009, Scoppola

c. Italia (n. 2) [GC], n. 10249/03, § 75, 17 settembre 2009, e M.C. e altri c. Italia, n. 5376/11, § 47, 3 settembre 2013).

126. La Corte osserva anche che, secondo il decreto legge n. 152/06, solo il ministero dell'Ambiente può chiedere riparazione del pregiudizio ecologico, mentre i privati possono soltanto invitarlo ad adire le autorità giudiziarie. Ne consegue che, in ogni caso, i ricorsi previsti dalle disposizioni in questione non avrebbero permesso ai ricorrenti di far valere il pregiudizio derivante dai danni all'ambiente. Di conseguenza, tali ricorsi non possono essere considerati ricorsi utili ai sensi dell'articolo 35 § 1 della Convenzione (Di Sarno, sopra citata, § 89).

127. Considerato quanto sopra esposto, la Corte ritiene doversi respingere l'eccezione del Governo relativa al mancato esaurimento delle vie di ricorso interne.

3. Sul rispetto del termine di sei mesi

a) La tesi del Governo

128. Il Governo afferma che i ricorrenti sono vissuti per decenni nelle zone interessate e, finora, non hanno mai sollevato le loro doglianze. Pertanto, gli stessi non avrebbero rispettato la regola dei sei mesi prevista dall'articolo 35 della Convenzione.

b) La tesi dei ricorrenti

129. I ricorrenti negano di avere presentato i loro ricorsi tardivamente, affermando di non disporre di alcun rimedio effettivo per lamentare gli effetti nocivi dell'attività produttiva della società Ilva sulla loro salute e sull'ambiente. Gli stessi affermano, del resto, che le azioni intentate da alcuni di loro per far valere i loro diritti (paragrafo 74 supra) erano prive di effettività.

130. I ricorrenti affermano che, in ogni caso, le violazioni da loro denunciate hanno un carattere continuo, in quanto deriverebbero dalla mancata attuazione da parte dello Stato delle misure previste dall'AIA e dal piano ambientale. Essi ritengono, di conseguenza, che in questo caso il termine di sei mesi dovrebbe decorrere solo a partire dalla cessazione delle violazioni dedotte.

c) La valutazione della Corte

131. La Corte osserva che i ricorrenti non lamentano un atto istantaneo ma una situazione di inquinamento ambientale che dura da decenni. Essa rammenta che, quando la violazione dedotta costituisce, come nel caso di specie, una situazione continua, il termine di sei mesi inizia a decorrere soltanto a partire dal momento in cui tale situazione continua si è conclusa (si vedano, tra altre, Çınar c. Turchia, n. 17864/91, decisione della Commissione del 5 settembre 1994, e Ülke c. Turchia (dec.), n. 39437/98, 1° giugno 2004).

132. Pertanto, essa ritiene doversi respingere l'eccezione del Governo.

4. Sull'esistenza di un pregiudizio importante

a) La tesi del Governo

133. Basandosi sull'articolo 35 § 3 b) della Convenzione, il Governo sostiene infine che il riferimento fatto a suo parere in termini generali all'inquinamento e al suo impatto sulla



salute dei ricorrenti, senza indicazione di elementi di fatto a sostegno della tesi degli interessati, non è sufficiente affinché il pregiudizio dedotto possa essere definito importante.

b) La tesi dei ricorrenti

134. I ricorrenti contestano questa tesi.

c) La valutazione della Corte

135. La Corte rammenta che il criterio dell'assenza di pregiudizio importante è stato concepito per permetterle di trattare rapidamente i ricorsi a carattere futile allo scopo di concentrarsi sulla sua missione fondamentale, ossia garantire a livello europeo la tutela giuridica dei diritti sanciti dalla Convenzione e dai suoi Protocolli (Stefanescu c. Romania (dec.), n. 11774/04, 12 aprile 2011, § 35).

136. Nata dal principio de minimis non curat praetor, la condizione di ricevibilità rimanda all'idea che la violazione di un diritto, quale che sia la sua realtà da un punto di vista strettamente giuridico, deve raggiungere un livello minimo di gravità per giustificare un esame da parte di una giurisdizione internazionale (Korolev c. Russia (dec), n. 25551/05, 1 luglio 2010). La valutazione di tale limite è, per definizione, relativa e dipende dalle circostanze del caso di specie (Korolev, sopra citata, e, mutatis mutandis, Soering c. Regno Unito, 7 luglio 1989, § 100, serie A n. 161). La valutazione in questione deve tenere conto sia della percezione soggettiva del ricorrente che della posta in gioco oggettiva della controversia.

137. La Corte rammenta che, allo scopo di verificare se la violazione di un diritto abbia raggiunto il livello minimo di gravità, si deve tenere conto in particolare degli elementi seguenti: la natura del diritto asseritamente violato, la gravità dell'incidenza della violazione dedotta nell'esercizio di un diritto e/o le conseguenze eventuali della violazione sulla situazione personale del ricorrente (Giusti c. Italia, n. 13175/03, § 34, 18 ottobre 2011).

138. Nella fattispecie, tenuto conto della natura delle doglianze sollevate dai ricorrenti e dei numerosi rapporti scientifici che attestano l'impatto dell'inquinamento della società Ilva sull'ambiente e sulla salute delle persone, la Corte ritiene che la prima condizione dell'articolo 35 § 3 b) della Convenzione, ossia l'assenza di pregiudizio importante, non sia soddisfatta.

139. Tenuto conto di quanto sopra esposto, la Corte ritiene doversi respingere l'eccezione del Governo.

B. Conclusioni sulla ricevibilità dei ricorsi

140. Pur rammentando le proprie conclusioni relative alla irricevibilità di una parte dei ricorsi (paragrafo 103 supra), la Corte constata che l'altra parte degli stessi non è manifestamente infondata ai sensi dell'articolo 35 § 3 della Convenzione e non incorre in altri motivi di irricevibilità. È dunque opportuno dichiararla ricevibile.

C. Sul merito

1. Articolo 8 della Convenzione



a) Le tesi delle parti**i. I ricorrenti**

141. I ricorrenti confermano le loro doglianze, e affermano che le autorità italiane hanno omesso di adottare tutte le misure appropriate per proteggere la loro vita e la loro salute. Sostengono di essere colpiti dall'inquinamento e di essere più a rischio di contrarre diverse patologie, come sarebbe stato dimostrato da numerosi rapporti.

142. La presente causa si distingue dalla causa Smaltini c. Italia ((dec.) n. 43961/09, 24 marzo 2015) in quanto, in quest'ultima, contrariamente a loro, la ricorrente lamentava di avere contratto una patologia in seguito alla sua esposizione all'inquinamento causato dalla società Ilva. L'oggetto di tale causa, pertanto, avrebbe riguardato il nesso di causalità tra la malattia di questa ricorrente e le emissioni nocive, e non, come nel caso di specie, una inadempienza da parte dello Stato che non ha adottato le misure volte a proteggere la salute dei ricorrenti e il loro ambiente.

ii. Il Governo

143. Il Governo afferma che i giudici nazionali hanno condotto dei procedimenti imparziali perseguendo i responsabili delle condotte delittuose riguardanti l'ambiente e la salute delle persone.

144. Esso afferma inoltre che, secondo un rapporto del ministero della Salute del 2014, il tasso di PM10 è diminuito.

145. Il Governo precisa inoltre che, nella causa Smaltini c. Italia, sopra citata, la Corte ha concluso che non vi erano prove circa l'esistenza di un nesso di causalità tra la patologia contratta dalla ricorrente e le emissioni nocive dello stabilimento Ilva e, di conseguenza, che il ricorso era manifestamente infondato. A maggior ragione, questa conclusione è valida, a suo parere, nel caso attualmente sottoposto alla Corte.

146. Il Governo sostiene anche che la società Ilva ha sempre condotto la propria attività produttiva adeguandosi alle autorizzazioni accordate dal comune, dalla regione e dalla provincia. Aggiunge che sono stati predisposti dei piani di prevenzione dell'inquinamento e di adozione di misure volte a garantire la qualità dell'aria nel quartiere Tamburi (Taranto). Inoltre, sarebbero state adottate varie misure che permettono un notevole miglioramento della qualità dell'aria.

b) Le osservazioni dei terzi intervenienti**i. Il Clinical program**

147. Il Clinical program riprende la cronologia dei decreti legge «salva-Ilva» e punta il dito sull'immunità giudiziaria riconosciuta alle persone incaricate di garantire il rispetto delle disposizioni in materia ambientale, nonché la proroga continua dei termini per l'attuazione del piano ambientale.

148. Secondo il Governo, le informazioni fornite da questa terza parte non sono pertinenti e menzionano per lo più le azioni di prevenzione e di riparazione dei problemi ambientali condotte dalle autorità.

149. I ricorrenti condividono la posizione di questa terza parte.



ii. L'ISDE

150. L'ISDE fa riferimento a vari studi che attestano l'inquinamento in zone situate nei pressi della regione interessata.

151. Questa terza parte richiama anche alcuni dati del rapporto SENTIERI del 2014, che indicava un tasso di mortalità infantile più alto nella regione di Taranto rispetto a quello delle altre regioni (tasso superiore del 20% per quanto riguarda i decessi nel primo anno di vita e del 45% per quanto riguarda i decessi in utero), nonché un rischio oncologico più elevato nella fascia di età compresa tra 0 e 14 anni.

152. L'ISDE fa inoltre riferimento allo studio di coorte, riguardante il nesso di causalità tra l'inquinamento e l'insorgenza di numerose patologie (paragrafo 25 supra), e indica che, secondo alcuni dati del registro regionale delle malformazioni congenite, nella regione di Taranto, tali malformazioni sono superiori del 10% rispetto alla media regionale.

153. L'ISDE indica inoltre che, secondo uno studio che riguarda alcune donne residenti in cinque città industriali della Puglia, tra cui Taranto, esiste una correlazione tra, da una parte, la presenza di PM10 e i livelli di ozono e, dall'altra, il tasso di aborti spontanei.

154. L'ISDE indica anche che l'osservatorio regionale dei disturbi autistici ha concluso, nel 2016, che la percentuale di disturbi nella provincia di Taranto è maggiore rispetto alla media della regione e a quella di altre provincie della Puglia.

155. L'ISDE rinvia, infine, ai decreti legge «salva-Ilva», in particolare al decreto legge n. 98/2016 che ha deciso una nuova proroga del termine di realizzazione del piano ambientale.

156. Il Governo ritiene che l'ISDE abbia presentato delle osservazioni di natura generica sul nesso di causalità tra le patologie indicate e le emissioni dello stabilimento Ilva, e non abbia fornito una prova scientifica inconfutabile.

c) La valutazione della Corte**i. Principi generali**

157. La Corte rammenta che dei danni gravi arrecati all'ambiente possono compromettere il benessere delle persone e privarle del godimento del loro domicilio in modo tale da nuocere alla loro vita privata (López Ostra c. Spagna, 9 dicembre 1994, serie A n. 303-C, § 51, e Guerra e altri c. Italia, 19 febbraio 1998, § 60, Recueil 1998 I).

A questo proposito, la Corte rammenta anche che, nelle cause in cui la nozione di soglia di gravità è stata specificamente esaminata in materia di ambiente, la Corte ha ritenuto che una doglianza difendibile dal punto di vista dell'articolo 8 può sorgere se un rischio ecologico raggiunge un livello di gravità che riduce notevolmente la capacità del ricorrente di godere del proprio domicilio o della propria vita privata o familiare. La valutazione di tale livello minimo in questo tipo di cause è relativa e dipende da tutti gli elementi della causa, in particolare dall'intensità e dalla durata delle nocività e dalle conseguenze fisiche o psicologiche di queste ultime sulla salute o sulla qualità di vita dell'interessato (Fadeieva, sopra citata, §§ 68 e 69, Dubetska e altri c. Ucraina, n. 30499/03, § 105, 10 febbraio 2011, e Grimkovskaya c. Ucraina, n. 38182/03, § 58, 21 luglio 2011).



158. L'articolo 8 non si limita a ordinare allo Stato di astenersi da ingerenze arbitrarie: a questo impegno negativo possono aggiungersi obblighi positivi inerenti ad un rispetto effettivo della vita privata. In ogni caso, sia che si affronti la questione dal punto di vista dell'obbligo positivo dello Stato di adottare misure ragionevoli e adeguate per proteggere i diritti dell'individuo, in applicazione del primo paragrafo dell'articolo 8, che dal punto di vista di una ingerenza di un'autorità pubblica, da giustificare ai sensi del secondo paragrafo, i principi applicabili sono abbastanza simili. In entrambi i casi, si deve avere riguardo al giusto equilibrio da trovare tra gli interessi concorrenti dell'individuo e della società nel suo insieme, e lo Stato gode in ogni caso di un certo margine di apprezzamento (López Ostra, sopra citata, § 51, e Guerra e altri, sopra citata, § 58).

159. Gli Stati hanno anzitutto l'obbligo positivo, in particolare nel caso di un'attività pericolosa, di mettere in atto una legislazione adattata alle specificità di tale attività, in particolare al livello di rischio che potrebbe derivarne. Tale legislazione deve disciplinare l'autorizzazione, la messa in funzione, lo sfruttamento, la sicurezza e il controllo dell'attività in questione, nonché imporre a ogni persona interessata da quest'ultima l'adozione di misure di ordine pratico idonee ad assicurare la protezione effettiva dei cittadini la cui vita rischia di essere esposta ai pericoli inerenti al settore in causa (si vedano, *mutatis mutandis*, Oneryildiz c. Turchia, [GC], n. 48939/99, § 90, CEDU 2004-XII, e Brincat e altri c. Malta, nn. 60908/11 e altri 4, §§ 101-102, 24 luglio 2014).

160. Infine, è spesso impossibile quantificare gli effetti di un inquinamento industriale importante in ciascun caso singolo e distinguere l'influenza di altri fattori quali, ad esempio, l'età e la professione. Lo stesso vale per quanto riguarda il peggioramento della qualità di vita derivante dall'inquinamento industriale. La «qualità di vita» è un concetto molto soggettivo che non si presta a una definizione precisa. Pertanto, ai fini dell'accertamento delle circostanze di fatto delle cause che le vengono sottoposte, la Corte non ha altra scelta che quella di basarsi anzitutto, sebbene non esclusivamente, sulle conclusioni delle giurisdizioni e delle altre autorità interne competenti (Lediaieva e altri c. Russia, nn. 53157/99 e altri 3, § 90, 26 ottobre 2006, e Jugheli e altri c. Georgia, n. 38342/05, § 63, 13 luglio 2017).

ii. Applicazione dei principi sopra indicati al caso di specie

161. La Corte osserva che, se non ha il compito di determinare precisamente le misure che sarebbero state necessarie nella fattispecie per ridurre in maniera più efficace il livello dell'inquinamento, essa ha innegabilmente il dovere di verificare se le autorità nazionali abbiano affrontato la questione con la diligenza voluta e se abbiano preso in considerazione tutti gli interessi coesistenti. A questo proposito, la Corte rammenta che spetta allo Stato giustificare con elementi precisi e circostanziati le situazioni in cui alcuni individui si trovano a dover sostenere pesanti oneri in nome dell'interesse della società. L'esame della presente causa sotto questo profilo porta la Corte a formulare le seguenti osservazioni (Fadeieva, sopra citata, § 128).

162. In via preliminare, la Corte conviene con i ricorrenti che l'oggetto della presente causa è diverso da quello della causa Smaltini, sopra citata, nella quale la ricorrente, deceduta a seguito di una leucemia nel corso del procedimento dinanzi ad essa, rimproverava alle autorità nazionali di non aver riconosciuto, all'esito del procedimento penale da lei intentato, l'esistenza di un nesso di causalità tra le emissioni dello stabilimento Ilva di Taranto e la sua patologia. In tale causa, la Corte aveva sottolineato in particolare che, alla luce delle conoscenze scientifiche disponibili all'epoca dei fatti e con riserva dei risultati degli studi scientifici successivi, le decisioni interne erano state debitamente motivate. Ora, nella presente causa, i ricorrenti denunciano l'assenza di misure dello Stato volte a proteggere la loro salute e l'ambiente. È soltanto su

quest'ultima questione, diversa da quella oggetto della causa Smaltini, sopra citata, che la Corte è chiamata a pronunciarsi.

163. La Corte constata che, fin dagli anni 1970, vari studi scientifici denunciano gli effetti inquinanti delle emissioni degli stabilimenti Ilva di Taranto sull'ambiente e sulla salute delle persone (paragrafi 15 e seguenti supra). I risultati di tali rapporti, che provengono in gran parte da organismi statali e regionali, non sono peraltro oggetto di contestazione tra le parti.

164. In questo contesto, è opportuno evocare in particolare il rapporto SENTIERI del 2012, che afferma che esiste un nesso di causalità tra l'esposizione ambientale alle sostanze cancerogene inalabili prodotte dalla società Ilva e l'insorgenza di tumori dei polmoni e della pleura, nonché di patologie del sistema cardiocircolatorio nelle persone residenti nelle zone interessate (paragrafi 20 e seguenti supra).

165. Peraltro, uno studio di coorte effettuato nel 2016 ha dimostrato un nesso di causalità tra l'esposizione ai PM10 e al SO2 di origine industriale, dovuta all'attività produttiva della società Ilva, e l'aumento della mortalità per cause naturali, tumori, malattie renali e cardiovascolari nelle persone residenti a Taranto (paragrafi 25 e 26 supra).

166. Infine, lo stesso nesso tra le emissioni industriali della società Ilva e il pregiudizio sanitario nella regione di Taranto è attestato nel rapporto dell'ARPA del 2017. Quest'ultimo, del resto, riferisce anche che permane una situazione di criticità sanitaria nella zona «ad alto rischio ambientale» e nel SIN di Taranto, in cui il tasso di mortalità e di ricovero per alcune patologie oncologiche, cardiovascolari, respiratorie e digestive era superiore rispetto alla media regionale (paragrafo 29 supra).

167. Si deve osservare che, nonostante i tentativi delle autorità nazionali di giungere al disinquinamento della zona interessata, i progetti finora messi a punto non hanno prodotto gli effetti auspicati.

168. Le misure raccomandate a partire dal 2012 nell'ambito dell'AIA allo scopo di migliorare l'impatto ambientale dello stabilimento non sono state alla fine realizzate; tale lacuna, del resto, è stata all'origine di una procedura di infrazione dinanzi ai giudici dell'Unione europea. Peraltro, la realizzazione del piano ambientale approvato nel 2014 è stata prorogata al mese di agosto 2023 (paragrafo 69 supra). La procedura che permette di raggiungere gli obiettivi di risanamento perseguiti si rivela dunque di un'estrema lentezza (Fadeieva, sopra citata, §§ 126-127).

169. Nel frattempo, il governo è intervenuto più volte con misure urgenti (i decreti legge «salva-Ilva» - paragrafi 47 e seguenti supra) allo scopo di garantire la continuazione dell'attività di produzione dell'acciaieria, e questo nonostante la constatazione da parte delle autorità giudiziarie competenti, fondata su perizie chimiche ed epidemiologiche, dell'esistenza di gravi rischi per la salute e per l'ambiente (paragrafo 76 supra, e, per quanto riguarda il rigetto della questione di costituzionalità, paragrafo 51 supra). Per di più, è stata riconosciuta l'immunità amministrativa e penale alle persone incaricate di garantire il rispetto delle prescrizioni in materia ambientale, ossia l'amministratore straordinario e il futuro acquirente della società (paragrafi 59 e 68 supra).

170. A questo si aggiunge una situazione di incertezza derivante, da una parte, dal dissesto finanziario della società (paragrafo 60 supra) e, dall'altra, dalla possibilità, accordata al futuro acquirente, di prorogare l'attuazione del risanamento dello stabilimento (paragrafo 67 supra).

171. Il fatto è che la gestione da parte delle autorità nazionali delle questioni ambientali riguardanti l'attività di produzione della società Ilva di Taranto è tuttora in una fase di stallo.

172. La Corte non può che prendere atto del protrarsi di una situazione di inquinamento ambientale che mette in pericolo la salute dei ricorrenti e, più in generale, quella di tutta la popolazione residente nelle zone a rischio, la quale rimane, allo stato attuale, priva di informazioni sull'attuazione del risanamento del territorio interessato, in particolare per quanto riguarda i ritardi nell'esecuzione dei relativi lavori.

173. Considerato quanto sopra esposto, la Corte constata che le autorità nazionali hanno ommesso di adottare tutte le misure necessarie per assicurare la protezione effettiva del diritto degli interessati al rispetto della loro vita privata.

174. Perciò, il giusto equilibrio da assicurare tra, da una parte, l'interesse dei ricorrenti a non subire gravi danni all'ambiente che possano compromettere il loro benessere e la loro vita privata e, dall'altra, l'interesse della società nel suo insieme, non è stato rispettato. Pertanto, vi è stata violazione dell'articolo 8 della Convenzione nel caso di specie.

2. Articolo 13 della Convenzione

175. La Corte rammenta che l'articolo 13 della Convenzione garantisce l'esistenza nel diritto interno di un ricorso che permetta all'autorità nazionale competente di esaminare il contenuto di una «doglianza difendibile» fondata sulla Convenzione (Z. e altri c. Regno Unito [GC], n. 29392/95, § 108, CEDU 2001 V). Lo scopo di tale articolo è fornire un mezzo attraverso il quale le persone sottoposte alla giustizia possono ottenere, a livello nazionale, la riparazione delle violazioni dei loro diritti sanciti dalla Convenzione, prima di dover mettere in atto il meccanismo internazionale di ricorso dinanzi alla Corte (Kudła c. Polonia [GC], n. 30210/96, § 152, CEDU 2000 XI).

176. Avuto riguardo alle conclusioni alle quali è giunta circa l'esistenza di vie di ricorso utili ed effettive che permettano di sollevare, dinanzi alle autorità nazionali, delle doglianze relative all'impossibilità di ottenere misure che garantiscano il disinquinamento delle aree interessate da emissioni nocive dello stabilimento Ilva (paragrafi 110 e seguenti supra), la Corte ritiene doversi concludere che vi è stata violazione dell'articolo 13 della Convenzione nel caso di specie (Di Sarno, sopra citata, §§ 116-118).

III. APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 46 DELLA CONVENZIONE

177. I ricorrenti del ricorso n. 54264/15 chiedono l'applicazione della procedura della sentenza pilota, tenuto conto del numero di persone potenzialmente colpite dalla situazione in causa. Essi chiedono in particolare che le autorità italiane adottino le misure legislative e amministrative necessarie al fine, da una parte, di cessare le attività che sono all'origine delle violazioni che essi deducono e, dall'altra, di eliminare le conseguenze derivanti da queste ultime. I ricorrenti chiedono in particolare che le autorità nazionali procedano alla sospensione immediata dell'attività più inquinante (ossia l'attività di sei settori dello stabilimento) e all'attuazione di un piano di decontaminazione della fabbrica e dell'area limitrofa.

178. Il Governo contesta questa domanda e sostiene di avere già adottato tutte le misure necessarie per far fronte alle ripercussioni ambientali dell'attività dello stabilimento Ilva. Afferma inoltre che la soluzione di tale questione ambientale implica una maggiore



conoscenza del suo contesto e del territorio che può essere assicurata soltanto dallo Stato stesso.

179. La Corte rammenta che una sentenza che constata una violazione della Convenzione comporta per lo Stato convenuto l'obbligo giuridico non soltanto di versare agli interessati le somme riconosciute a titolo di equa soddisfazione, ma anche di scegliere, sotto il controllo del Comitato dei Ministri, le misure generali da adottare nel suo ordinamento giuridico interno per porre fine alla violazione constatata dalla Corte ed eliminarne per quanto possibile le conseguenze. È in primo luogo lo Stato in causa a dover scegliere, fatto salvo il controllo da parte del Comitato dei Ministri, i mezzi da utilizzare nel proprio ordinamento giuridico interno per adempiere ai propri obblighi previsti dall'articolo 46 della Convenzione. Tuttavia, per aiutare lo Stato convenuto ad adempiere ai propri obblighi previsti dall'articolo 46, la Corte può cercare di indicargli il tipo di misure generali che potrebbe adottare per porre fine alla situazione constatata (Broniowski c. Polonia [GC], n. 31443/96, § 194, CEDU 2004 V; Scoppola c. Italia (n. 2) [GC], n. 10249/03, § 148, 17 settembre 2009 e Volokitin e altri c. Russia, nn. 74087/10 e altri 13, § 46, 3 luglio 2018).

180. Ora, alla luce di questi principi, tenuto conto di tutte le circostanze della causa e in particolare della complessità tecnica delle misure necessarie al risanamento della zona interessata, che rientra nella competenza delle autorità interne, la Corte ritiene che non sia necessario applicare la procedura della sentenza pilota (si veda, *mutatis mutandis*, Lakatos c. Ungheria, n. 21786/15, §§ 89-91, 26 giugno 2018).

181. In effetti, non spetta alla Corte rivolgere al Governo delle raccomandazioni dettagliate e a contenuto prescrittivo, come quelle indicate dai ricorrenti. Spetta al Comitato dei Ministri, che agisce ai sensi dell'articolo 46 della Convenzione, indicare al governo convenuto le misure che, in termini pratici, devono essere adottate da quest'ultimo per assicurare l'esecuzione di questa sentenza.

182. In questo contesto, è opportuno in ogni caso sottolineare che i lavori di risanamento della fabbrica e del territorio colpito dall'inquinamento ambientale sono di primaria importanza e urgenti (si veda, *mutatis mutandis*, Torreggiani e altri c. Italia, nn. 43517/09 e altri 6, § 99, 8 gennaio 2013). Perciò, il piano ambientale approvato dalle autorità nazionali e recante l'indicazione delle misure e delle azioni necessarie ad assicurare la protezione ambientale e sanitaria della popolazione, dovrà essere messo in esecuzione nel più breve tempo possibile.

IV. SULL'APPLICAZIONE DELL'ARTICOLO 41 DELLA CONVENZIONE

183. Ai sensi dell'articolo 41 della Convenzione,

«Se la Corte dichiara che vi è stata violazione della Convenzione o dei suoi Protocolli e se il diritto interno dell'Alta Parte contraente non permette se non in modo imperfetto di rimuovere le conseguenze di tale violazione, la Corte accorda, se del caso, un'equa soddisfazione alla parte lesa.»

A. Danno

184. I ricorrenti del ricorso n. 54414/13 e quelli del ricorso n. 54264/15 chiedono rispettivamente le somme di 100.000 euro (EUR) e 20.000 EUR ciascuno per il danno morale.



185. Inoltre, i ricorrenti del ricorso n. 54264/15 chiedono una somma supplementare di 20.000 EUR, sempre per danno morale, per ciascuno di quelli, tra loro, che sono affetti da una patologia o che hanno perso un parente a causa delle emissioni nocive dello stabilimento Ilva.

186. Il Governo contesta tali pretese.

187. Nelle circostanze del caso di specie, la Corte ritiene che le constatazioni di violazione della Convenzione alle quali è giunta costituiscano una riparazione sufficiente per il danno morale subito dai ricorrenti.

B. Spese

188. Nell'ambito del ricorso n. 54414/13, le sigg.re Maggio e La Porta chiedono rispettivamente le somme di 96.807,51 EUR e 29.335,61 EUR per le spese sostenute per il procedimento dinanzi alla Corte.

189. Per quanto riguarda i ricorrenti del ricorso n. 54264/15, essi richiedono la somma di 41.535 EUR allo stesso titolo.

190. Il Governo contesta tali pretese.

191. Secondo la giurisprudenza della Corte, un ricorrente può ottenere il rimborso delle spese sostenute solo nella misura in cui ne siano accertate la realtà e la necessità, e il loro importo sia ragionevole. Nella fattispecie, tenuto conto dei documenti di cui dispone e della sua giurisprudenza, la Corte ritiene ragionevole la somma di 5.000 EUR per ciascun ricorso per il procedimento dinanzi ad essa e la accorda ai ricorrenti.

C. Interessi moratori

192. La Corte ritiene appropriato basare il tasso degli interessi moratori sul tasso d'interesse delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea maggiorato di tre punti percentuali.

PER QUESTI MOTIVI, LA CORTE, ALL'UNANIMITÀ,

1. *Decide* di riunire i ricorsi;
2. *Dichiara* i ricorsi irricevibili per quanto riguarda la parte di questi ultimi presentata dai ricorrenti del ricorso n. 54414/13 indicati ai numeri 23, 35, 43 e 45 e da quelli del ricorso n. 54264/15 indicati ai numeri 4, 9, 18, 24, 25, 34, 40, 41, 42, 56, 88, 107, 111, 113 e 128;
3. *Dichiara* il resto dei ricorsi ricevibile;
4. *Dichiara* che vi è stata violazione dell'articolo 8 della Convenzione;
5. *Dichiara* che vi è stata violazione dell'articolo 13 della Convenzione;
6. *Dichiara* che la constatazione di una violazione rappresenta di per sé un'equa soddisfazione sufficiente per il danno morale subito dai ricorrenti interessati;
7. *Dichiara*
 - a. che lo Stato convenuto deve versare per ciascun ricorso, entro tre mesi a decorrere dal giorno in cui la sentenza sarà divenuta definitiva conformemente all'articolo 44 § 2 della Convenzione, la somma di 5.000 EUR (cinquemila euro) ai ricorrenti interessati, più l'importo eventualmente dovuto dagli stessi a titolo di imposta, per le spese,



- b. che, a decorrere dalla scadenza di detto termine e fino al versamento, tale importo dovrà essere maggiorato di un interesse semplice ad un tasso equivalente a quello delle operazioni di rifinanziamento marginale della Banca centrale europea applicabile durante quel periodo, aumentato di tre punti percentuali;

8. *Respinge* la domanda di equa soddisfazione per il resto.

Fatta in francese, poi comunicata per iscritto il 24 gennaio 2019, in applicazione dell'articolo 77 §§ 2 e 3 del regolamento della Corte.

Linos-Alexandre Sicilianos
Presidente

Renata Degener
Cancelliere aggiunto

RICORSO n. 54414/13

N.	Nome e Cognome	Data di nascita	Luogo di residenza
1.	Francesco CORDELLA	29/01/1979	Taranto
2.	Livianna ANNICCHIARICO	24/04/1984	Taranto
3.	Mario BOJANO	02/04/1966	Taranto
4.	Pietro CAROLI	20/08/1949	Taranto
5.	Daniela CASAVOLA	04/10/1971	Taranto
6.	Milena CASTANEDA	07/03/1975	Taranto
7.	Maria Giovanna CHIARELLI	28/02/1958	Taranto
8.	Maddalena CIFARELLI	29/06/1976	Taranto
9.	Rossano Rocco COPPARI	08/08/1973	Taranto
10.	Derna D'ALTRI	07/07/1975	Taranto
11.	Rosa D'AMATO	30/03/1969	Taranto
12.	Ida D'ANGELO	11/01/1974	Taranto
13.	Emanuele DE GASPERIS	27/02/1970	Taranto
14.	Adele DE GIORGIO	22/01/1972	Taranto
15.	Serena DE SIATI	17/09/1977	Taranto
16.	Claudio D'INGEO	05/04/1971	Taranto
17.	Laura EPIFANI	18/12/1978	Taranto
18.	Ivana ETTORE	25/02/1987	Taranto
19.	Mario FAZIO	20/03/1939	Taranto
20.	Raffaele FERRETTI	28/05/1959	Taranto
21.	Anna Maria FORNARO	13/11/1975	Taranto
22.	Maria FORNARO	04/02/1969	Taranto
23.	Danilo Luigi GIAFFREDA	10/12/1959	Leporano (Taranto)
24.	Patrizia GIANGRANDE	05/07/1970	Taranto
25.	Adele LABILE	12/09/1976	Taranto



26.	Giampiero LOVELLI	29/04/1967	Taranto
27.	Bartolomeo LUCARELLI	22/01/1976	Taranto
28.	Francesco MARUCCI	12/05/1977	Taranto
29.	Cosimo MINETOLA	06/11/1967	Taranto
30.	Nicola Alberto MORGESE	03/04/1969	Taranto
31.	Marianna NARDELLI	31/10/1983	Crispiano (Taranto)
32.	Armando NICOLINI	12/05/1978	Taranto
33.	Annamaria PACIFICO	17/09/1956	Taranto
34.	Violetta PAGANO	04/11/1963	Taranto
35.	Lucia PALUMMIERI	22/06/1953	Leporano (Taranto)
36.	Ilaria RESSA	02/12/1984	Taranto
37.	Carlo RUGGIERO	23/11/1972	Taranto
38.	Massimo RUGGIERO	05/10/1975	Taranto
39.	Angelo SACCO	17/04/1955	Taranto
40.	Gianluca SCARAMUZZINO	12/12/1973	Taranto
41.	Marco SCIALPI	08/08/1994	Taranto
42.	Roberto SCIALPI	07/11/1991	Taranto
43.	Daniela SPERA	10/05/1974	Grottaglie (Taranto)
44.	Claudio STALLO	08/11/1946	Taranto
45.	Elisa STALLO	09/04/1982	Bari
46.	Alessandro TAMBORRINO	19/11/1964	Taranto
47.	Antonietta TERRIBILE	13/11/1957	Taranto
48.	Francesco TROCCOLI	01/08/1981	Statte (Taranto)
49.	Tommaso TROCCOLI	20/05/1976	Taranto
50.	Marianna VALENTE	26/04/1978	Taranto
51.	Silvio VEO	12/09/1955	Taranto
52.	Filomena VITALE	15/04/1957	Taranto

RICORSO N. 54264/15

N..	Nome COGNOME	Data di nascita	Luogo di residenza
1.	Lina AMBROGI MELLE	21/04/1955	Taranto
2.	Alessandro AGUSTO	21/07/1947	Taranto
3.	Marco AGUSTO	01/10/1985	Taranto
4.	Maria Ludovica AGUSTO	31/05/1944	San Marzano di San Giuseppe (Taranto)
5.	Pierluigi AGUSTO	29/08/1991	Taranto
6.	Stefano AGUSTO	04/07/1982	Taranto
7.	Teodoro AGUSTO	20/11/1941	Taranto



8.	Francesca ALBANO	10/07/1947	Taranto
9.	Giuditta ALVITO	19/01/1957	S. Giorgio Ionico (Taranto)
10.	Giuseppe ARMILI	23/02/1950	Taranto
11.	Umberto ATTOLINO	25/02/1964	Taranto
12.	Maria Elisa BASILE	08/05/1944	Taranto
13.	Maria BELLANDO RANDONE	02/08/1947	Taranto
14.	Antonio BIANCHI	02/03/1970	Taranto
15.	Maura BINETTI	13/12/1986	Taranto
16.	Michele CAFORIO	10/01/1957	Taranto
17.	Fabrizia CARANO	05/05/1967	Taranto
18.	Salvatore CARLUCCI	10/08/1981	Leporano (Taranto)
19.	Anna Lucia CARRERA	05/02/1967	Taranto
20.	Gianfranco CARRIGLIO	24/07/1948	Taranto
21.	Gianluca CASAMASSIMA	28/03/1972	Taranto
22.	Massimo CASTELLANA	19/02/1958	Taranto
23.	Egle CAVALLO	11/01/1962	Taranto
24.	Grazia Maria CAVALLO	03/08/1962	San Marzano di San Giuseppe (Taranto)
25.	Natale CECERE	05/02/1958	Castellaneta (Taranto)
26.	Maria CHETRY	04/07/1957	Statte (Taranto)
27.	Ernesta Loredana CIACCIA	05/05/1958	Taranto
28.	Tommaso CIACCIA	13/04/1979	Taranto
29.	Christian CICALA	10/10/1984	Taranto
30.	Monica CIRCOSTA	24/12/1970	Taranto
31.	Paola CONTE	20/03/1961	Taranto
32.	Saverio DE FLORIO	21/02/1963	Taranto
33.	Giuseppe DE MATTEIS	25/04/1961	Taranto
34.	Francesca Maria DE PADOVA	12/10/1966	San Marzano di San Giuseppe (Taranto)
35.	Vincenzo DE PALMIS	14/01/1956	Taranto
36.	Salvatore D'ERCHIA	24/05/1953	Massafra (Taranto)
37.	Valeria DI GIROLAMO	23/06/1990	Taranto
38.	Giovanni DI SUMMA	27/12/1938	Taranto
39.	Angelina DIFESCA	05/06/1952	Taranto
40.	Gabriella DINOI	17/12/1993	San Marzano di San Giuseppe (Taranto)
41.	Veronica DINOI	05/08/1989	San Marzano di San Giuseppe (Taranto)
42.	Cosima DONATELLI	31/03/1953	S. Giorgio Ionico (Taranto)



43.	Katia ELEFANTE	17/03/1988	Taranto
44.	Enrica ERAMO	06/05/1988	Taranto
45.	Paola ERCOLANI	19/08/1963	Taranto
46.	Loredana FABRIZIO	10/09/1965	Taranto
47.	Angelo FASANELLA	28/05/1956	Statte (Taranto)
48.	Danila FEDELE	20/04/1965	Taranto
49.	Alessandra FIUSCO	22/02/1973	Taranto
50.	Maria Luisa FORINA	22/09/1940	Taranto
51.	Angelo FORNARO	14/07/1934	Taranto
52.	Cosimo FORNARO	03/07/1962	Taranto
53.	Vincenzo FORNARO	10/05/1970	Taranto
54.	Vittorio Domenico FORNARO	02/11/1971	Taranto
55.	Alessio GABRIELE	05/05/1995	Taranto
56.	Maria GATTO	01/01/1961	Lecce
57.	Luigi GIANCIPOLI	02/08/1937	Taranto
58.	Oronza GRASSI	01/01/1960	Taranto
59.	Adriana LA GIOIA	01/08/1965	Taranto
60.	Lucia LACARBONARA	22/03/1982	Taranto
61.	Annamaria LARIZZA	08/06/1967	Taranto
62.	Davide LEGGIERI	30/10/1982	Taranto
63.	Antonio LENTI	17/06/1991	Taranto
64.	Cosimina LENTINI	26/12/1967	Taranto
65.	Pierluigi LIUZZI	01/07/1978	Taranto
66.	Fabio LOVELLI	21/12/1970	Taranto
67.	Giampiero LOVELLI	29/04/1967	Taranto
68.	Bartolomeo LUCARELLI	22/01/1976	Taranto
69.	Arturo MANNA	22/01/1965	Taranto
70.	Gaetano MANZULLI	23/09/1957	Taranto
71.	Grazia MAREMONTI	12/05/1968	Taranto
72.	Attilio MARIANO	23/08/1945	Taranto
73.	Marco MARIANO	01/04/1981	Taranto
74.	Rosanna MARINÒ	29/08/1969	Taranto
75.	Letizia MARINOSCI	15/10/1932	Taranto
76.	Nicola MARZIA	24/04/1954	Taranto
77.	Lucia MINERBA	19/08/1968	Taranto
78.	Prospero MOBILIO	26/02/1939	Taranto
79.	Marinella MONFREDI	27/01/1962	Taranto
80.	Anna MONTERVINO	02/09/1976	Taranto
81.	Maria MONTERVINO	19/07/1960	Taranto



82.	Franca Bruna MOTTOLESE	27/01/1929	Taranto
83.	Luigi MUSIO	11/02/1957	Taranto
84.	Alessia NITTI	21/05/1985	Taranto
85.	Andrea OCCHINEGRO	07/12/1970	Taranto
86.	Eleonora OCCHINEGRO	10/09/1976	Taranto
87.	Fiorella OCCHINEGRO	03/08/1975	Taranto
88.	Valentina OCCHINEGRO	07/10/1979	Martina Franca (Taranto)
89.	Emanuele PADALINO	07/02/1959	Taranto
90.	Maria Pia PADOVANO	01/01/1955	Taranto
91.	Vincenza PADOVANO	27/08/1949	Taranto
92.	Cinzia PALMI	11/09/1954	Taranto
93.	Maria Rita PALUMBO	08/05/1960	Taranto
94.	Liliana PANESSA	08/04/1985	Taranto
95.	Giuseppe PESCARA	12/09/1966	Taranto
96.	Maria Anna PIGNATELLI	13/06/1949	Taranto
97.	Piero PILIEGO	11/08/1964	Taranto
98.	Grazia Pia POTENZA	07/02/1960	Taranto
99.	Giuseppe PRETE	01/03/1941	Taranto
100.	Maria Consiglia PUGLIESE	05/01/1963	Taranto
101.	Mirko PUGLIESE	06/04/1982	Crispiano (Taranto)
102.	Enrico QUARTO	13/01/1961	Taranto
103.	Camilla RICCIARDI	16/02/1947	Taranto
104.	Giuseppe ROBERTO	12/08/1953	Taranto
105.	Maria Antonietta ROSATI	19/08/1948	Taranto
106.	Daniele ROUSSIER FUSCO	01/09/1970	Taranto
107.	Antonia Cira RUBINO	10/02/1955	San Giorgio Ionico (Taranto)
108.	Adamaria SANTILLI	04/08/1968	Taranto
109.	Alessandro SCAPATI	13/04/1981	Taranto
110.	Antonio SCARCIGLIA	10/10/1960	Taranto
111.	Antonio SEMITAI	23/05/1947	Leporano (Taranto)
112.	Roberto SIGNORELLA	09/08/1960	Taranto
113.	Antonella STRADA	03/09/1979	San Marzano di San Giuseppe (Taranto)
114.	Vincenza TAGARELLI	25/10/1963	Taranto
115.	Carlo TAGARIELLO	23/06/1935	Taranto
116.	Mario TAGARTELLI	29/06/1978	Taranto
117.	Cataldo TALAMO	16/02/1967	Taranto
118.	Emma TARQUINIO	29/05/1955	Taranto
119.	Corrado TERRACCIANO	12/02/1931	Taranto



120.	Laura TERRACCIANO	02/01/1935	Taranto
121.	Fabiana TERRACCINA	21/03/1984	Taranto
122.	Pasquala TODISCO	05/12/1959	Taranto
123.	Santa Maria TOMASELLI	22/03/1948	Taranto
124.	Christian VALENTE	15/02/1996	Taranto
125.	Ciro VALENTE	14/07/1965	Taranto
126.	Cinzia ZANINELLI	16/03/1959	Taranto
127.	Donatella ZANINELLI	26/08/1955	Taranto
128.	Maria Crocifissa ZITO	04/09/1965	Fragagnano (Taranto)

¹Impianto in cui si produce coke, un carbone ottenuto dalla carbonizzazione o dalla distillazione di alcuni carboni grassi.

²In particolare, gli idrocarburi policiclici aromatici, il particolato e l'anidride solforosa.

³Taranto, Martina Franca, Massafra, Grottaglie, Manduria, Ginosa, Castellaneta, Palagiano, Sava, Mottola, Laterza, San Giorgio Ionico, Statte, Crispiano, Pulsano, Lizzano, San Marzano di San Giuseppe, Leporano, Palagianello, Carosino, Avetrana, Monteiasi, Maruggio, Fragagnano, Torricella, Montemesola, Faggiano, Monteparano e Roccaforzata.

⁴Particolati in sospensione nell'aria, particolati fini.

⁵Diossido di zolfo.

⁶Idrocarburo aromatico cancerogeno, inquinante persistente, che è il prodotto di una combustione incompleta a temperature comprese tra 300 °C e 600 °C (fonte: Larousse e Wikipedia).

⁷Ossia i ricorrenti indicati ai numeri 13 (ricorso n. 54414/13) e 51, 53, 54, 62, 65, 81 e 104 (ricorso n. 54264/15).

⁸Ossia i Ministeri dell'Ambiente, delle Infrastrutture e dei Trasporti, dello Sviluppo Economico e della Coesione territoriale, la Regione Puglia, la Provincia e il Comune di Taranto e il Commissario Straordinario del Porto di Taranto.

⁹Ossia i ricorrenti del ricorso n. 54414/13 indicati ai numeri 23, 35, 43 e 45 e quelli del ricorso n. 54264/15 indicati ai numeri 4, 9, 18, 24, 25, 34, 40, 41, 42, 56, 88, 107, 111, 113 e 128.



PAGINA BIANCA

PAGINA BIANCA



180200084220